

1986, chapitre 95

LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EU ÉGARD À LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE

Projet de loi 92

présenté par M. Herbert Marx, ministre de la Justice

Présenté le 19 juin 1986

Principe adopté le 21 octobre 1986

Adopté le 19 décembre 1986

Sanctionné le 19 décembre 1986

Entrée en vigueur: à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, sauf l'article 303 qui entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 35 de la Loi sur la sécurité dans les sports, l'article 354, qui entrera en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de l'article 36 de la Loi sur le crédit aquacole et les articles 355, 356 et 357 qui entreront en vigueur, respectivement, à la date d'entrée en vigueur des articles, 58, 60 et 61 de la Loi sur le bâtiment

— 15 février 1987: aa. 1 à 30, 32, 34 à 68, 70, 71, 75, 79 à 120, 121 (par. 1^o), 122 à 229, 231 à 302, 304 à 353, 358

G.O., 1987, Partie 2, p. 1469

— 1^{er} avril 1987: a. 230

G.O., 1987, Partie 2, p. 1469

Lois modifiées:

Loi sur les abeilles (L.R.Q., chapitre A-1)

Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture (L.R.Q., chapitre A-2)

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)

Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3)

Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., chapitre A-4.1)

Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10)

Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16)

Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17)

Loi favorisant l'amélioration des fermes (L.R.Q., chapitre A-18)

Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)

Loi sur l'assurance-édition (L.R.Q., chapitre A-27)

Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

Loi sur l'assurance-récolte (L.R.Q., chapitre A-30)

Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32)

Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1)

(Suite à la page suivante)



Éditeur officiel
Québec

Lois modifiées (suite):

Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4)
Loi sur les bombes lacrymogènes (L.R.Q., chapitre B-6)
Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9)
Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)
Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14)
Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1)
Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23)
Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1)
Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26)
Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)
Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)
Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)
Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)
Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37)
Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1)
Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2)
Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3)
Loi sur les compagnies de fidéicommiss (L.R.Q., chapitre C-41)
Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1)
Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69)
Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1)
Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73)
Loi sur les courtiers d'assurances (L.R.Q., chapitre C-74)
Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., chapitre C-75)
Loi sur le crédit agricole à long terme par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-75.1)
Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.R.Q., chapitre C-77)
Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78)
Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1)
Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2)
Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1)
Loi concernant les droits sur les divertissements (L.R.Q., chapitre D-14)
Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15)
Loi concernant les enquêtes sur les incendies (L.R.Q., chapitre E-8)
Loi sur les explosifs (L.R.Q., chapitre E-22)
Loi sur les formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.R.Q., chapitre F-5)
Loi sur les grains (L.R.Q., chapitre G-1.1)
Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1)
Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1)
Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)
Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16)
Loi sur les journaux et autres publications (L.R.Q., chapitre J-1)
Loi sur la liberté des cultes (L.R.Q., chapitre L-2)
Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusements (L.R.Q., chapitre L-6)
Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13)
Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14)
Loi sur le ministère des Affaires municipales (L.R.Q., chapitre M-22.1)
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35)
Loi sur la municipalisation de l'électricité (L.R.Q., chapitre M-38)
Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1)
Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2)
Loi sur l'observance du dimanche (L.R.Q., chapitre O-1)

(Suite à la page suivante)

Lois modifiées (suite):

Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1)
Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13)
Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15)
Loi sur la prévention des maladies de la pomme de terre (L.R.Q., chapitre P-23.1)
Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28)
Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)
Loi sur la propriété des bicyclettes (L.R.Q., chapitre P-31)
Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)
Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35)
Loi sur la protection des plantes (L.R.Q., chapitre P-39)
Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)
Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1)
Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)
Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2)
Loi sur le recouvrement de certaines créances (L.R.Q., chapitre R-2.2)
Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., chapitre R-6)
Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1)
Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13)
Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)
Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26)
Loi sur les salaires d'officiers de justice (L.R.Q., chapitre S-2)
Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1)
Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1)
Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2)
Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1)
Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5)
Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)
Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13)
Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1)
Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1)
Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)
Loi sur les travaux publics (L.R.Q., chapitre T-15)
Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)
Loi sur l'utilisation des ressources forestières (L.R.Q., chapitre U-2)
Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1)
Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1)
Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8)
Code civil du Bas Canada
Code civil du Québec
Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives (1984, chapitre 16)
Loi sur le crédit aquacole (1984, chapitre 21)
Loi sur le bâtiment (1985, chapitre 34)



CHAPITRE 95

Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne

[Sanctionnée le 19 décembre 1986]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR LES ABEILLES

c. A-1, a. 3, remp. **1.** L'article 3 de la Loi sur les abeilles (L.R.Q., chapitre A-1) est remplacé par le suivant:

Inspecteur « **3.** Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une maladie contagieuse infecte certains ruchers, désigner un inspecteur pour pénétrer, à toute heure raisonnable, dans ces ruchers et en faire l'inspection.

Identifica- tion Sur demande, l'inspecteur doit s'identifier et exhiber le certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LES ABUS PRÉJUDICIALES À L'AGRICULTURE

c. A-2, a. 3, ab. **2.** L'article 3 de la Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture (L.R.Q., chapitre A-2) est abrogé.

c. A-2, a. 4, mod. **3.** L'article 4 de cette loi est modifié par la suppression des paragraphes 2 et 3.

c. A-2, a. 9, mod. **4.** L'article 9 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « , occupation »;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa et après le mot « renseignements », du mot « pertinents ».

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS
ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

c. A-2.1, a.
88.1, aj. **5.** La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 88, du suivant:

Renseigne-
ment à
l'héritier « **88.1** Un organisme public doit refuser de donner communication d'un renseignement nominatif à l'héritier ou au successeur de la personne concernée par ce renseignement, à moins que cette communication ne mette en cause ses intérêts ou ses droits à titre d'héritier ou de successeur. ».

c. A-2.1, a.
89.1, aj. **6.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 89, du suivant:

Rectification
d'un
renseigne-
ment « **89.1** Un organisme public doit refuser d'accéder à une demande de rectification d'un renseignement nominatif faite par l'héritier ou le successeur de la personne concernée par ce renseignement, à moins que cette rectification ne mette en cause ses intérêts ou ses droits à titre d'héritier ou de successeur. ».

c. A-2.1, a.
94, mod. **7.** L'article 94 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « n'est recevable » par les mots « ne peut être considérée ».

LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

c. A-3, a.
54, mod. **8.** L'article 54 de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3), modifié par l'article 482 du chapitre 6 des lois de 1985, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la huitième ligne et après le mot « travailleur », des mots « et qui, selon la commission, sont pertinents pour rendre une décision sur sa réclamation ».

c. A-3, a.
55, mod. **9.** L'article 55 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « lorsque celui-ci a fait à la commission une demande de prestation en vertu de la présente loi » par les mots « et qui, selon la commission, sont pertinents pour rendre une décision sur une réclamation ».

c. A-3, a.
63, mod. **10.** L'article 63 de cette loi, modifié par l'article 483 du chapitre 6 des lois de 1985, est de nouveau modifié par l'insertion dans le paragraphe 5 et après les mots « fonctionnaires qu'elle désigne », des mots « , pour un terme précisé à l'acte de désignation, ».

LOI SUR L'ACQUISITION DE TERRES AGRICOLES
PAR DES NON-RÉSIDENTS

c. A-4.1, a. 14, mod. **11.** L'article 14 de la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., chapitre A-4.1) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Audition « **14.** La commission doit donner au requérant et à tout intéressé l'occasion de se faire entendre. ».

LOI SUR LES AGENTS DE VOYAGES

c. A-10, a. 35, remp. **12.** L'article 35 de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) est remplacé par les suivants:

Pouvoirs de l'inspecteur « **35.** Tout inspecteur peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer, à toute heure raisonnable, dans l'établissement d'un agent de voyages, faire l'examen de tout document, livre, registre ou compte comportant des renseignements relatifs aux activités d'une agence de voyage et en prendre note ou copie.

Communication des documents Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces documents, livres, registres ou comptes doit, sur demande, en donner communication à l'inspecteur et lui en faciliter l'examen.

Renseignements « **35.1** Tout inspecteur ou toute personne qui fait une enquête à la demande du président peut, dans l'exercice de ses fonctions, exiger d'un agent de voyages ou de toute personne donnant lieu de croire qu'elle est agent de voyages tout renseignement relatif à l'application de la présente loi.

Identification « **35.2** Sur demande, l'inspecteur ou l'enquêteur doit s'identifier et exhiber un certificat, signé par le président, attestant sa qualité. ».

LOI SUR L'AIDE SOCIALE

c. A-16, a. 37, mod. **13.** L'article 37 de la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16) est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « Nonobstant toute autre loi » par « Sous réserve de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) ».

LOI SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES

c. A-17, a. 22, mod. **14.** L'article 22 de la Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17) est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « donne », de « , conformément aux conditions et formalités prévues par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) »;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du troisième alinéa, des mots « selon les conditions qu'il détermine » par « conformément aux conditions et formalités prévues par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ».

LOI FAVORISANT L'AMÉLIORATION DES FERMES

c. A-18, a.
18, mod.

15. L'article 18 de la Loi favorisant l'amélioration des fermes (L.R.Q., chapitre A-18) est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « en tout temps » par les mots « , à toute heure raisonnable, ou en tout temps si les circonstances l'exigent pour la protection d'une créance ou des biens garantissant un prêt ou pour assurer le maintien en opération de l'exploitation d'un emprunteur, »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Identifica-
tion

« Sur demande, le représentant ou l'employé désigné par l'Office ou par le prêteur doit s'identifier et exhiber un certificat délivré par l'Office ou par le prêteur, selon le cas, attestant sa qualité. ».

LOI SUR L'ASSURANCE AUTOMOBILE

c. A-25, a.
70, mod.

16. L'article 70 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25) est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne du troisième alinéa, du mot « chose » par le mot « communication ».

c. A-25, a.
71, mod.

17. L'article 71 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « chose » par le mot « communication ».

LOI SUR L'ASSURANCE-ÉDITION

c. A-27, a.
8, mod.

18. L'article 8 de la Loi sur l'assurance-édition (L.R.Q., chapitre A-27) est modifié :

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du troisième alinéa et après le mot « accès », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'insertion, à la fin du troisième alinéa, de la phrase suivante : « Sur demande, ils doivent s'identifier et exhiber le certificat, signé par le ministre ou le vérificateur général, attestant leur qualité. ».

LOI SUR L'ASSURANCE-MALADIE

c. A-29, a.
64, mod.

19. L'article 64 de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot « Canada », des mots « , dans la mesure où cette communication est nécessaire à l'application d'une loi dont ils sont responsables, ».

c. A-29, a.
65, mod.

20. L'article 65 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du troisième alinéa, des mots « selon les conditions qu'il détermine » par « conformément aux conditions et formalités prévues par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1) »;

2° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du quatrième alinéa, des mots « selon les conditions qu'il détermine » par « conformément aux conditions et formalités prévues par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ».

c. A-29, a.
66, mod.

21. L'article 66 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, de « à l'article 65 » par « au premier alinéa de l'article 65 »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, de « à l'article 65 » par « au premier alinéa de l'article 65 ».

LOI SUR L'ASSURANCE-RÉCOLTE

c. A-30, a.
12, remp.

22. L'article 12 de la Loi sur l'assurance-récolte (L.R.Q., chapitre A-30) est remplacé par le suivant :

Révision
d'une
décision

« **12.** La Régie peut, de sa propre initiative ou sur demande du producteur, réviser ou révoquer toute décision qu'elle a rendue et dont il n'a pas été interjeté appel au tribunal :

a) lorsqu'est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;

b) lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider la décision.

Décisions
écrites

Les décisions de la Régie doivent être rendues par écrit et être motivées; elles font partie des archives de la Régie. ».

LOI SUR LES ASSURANCES

c. A-32, a.
10, remp.

23. L'article 10 de la Loi sur les assurances (L.R.Q., chapitre A-32) est remplacé par le suivant:

Accès aux
documents

« **10.** L'inspecteur général ou le représentant qu'il désigne par écrit peut, aux fins d'inspection:

1° entrer, à toute heure raisonnable, dans l'établissement d'une personne exerçant au Québec à titre d'assureur, d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres, ou dans l'établissement d'un syndicat professionnel autorisé à exercer les pouvoirs prévus au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 9 de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chapitre S-40) relatifs à l'établissement et à l'administration de caisses spéciales d'indemnités, de secours ou autres de même nature;

2° examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents se rapportant à l'assurance;

3° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi, ainsi que la production de tout document s'y rapportant.

Communica-
tion

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres, comptes, dossiers et autres documents doit, sur demande, en donner communication à l'inspecteur général ou à son représentant et lui en faciliter l'examen. ».

c. A-32, a.
12, mod.

24. L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Saisie de
documents

« **12.** L'inspecteur général ou le représentant qu'il désigne par écrit peut, dans l'exercice de ses pouvoirs d'inspection et s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a une infraction à la présente loi ou à une autre loi dont l'inspecteur général est chargé de surveiller l'administration, saisir tout document relatif à cette infraction, pourvu qu'il en laisse copie à la personne entre les mains de laquelle il saisit ce document; l'inspecteur général assure la garde du document saisi. ».

c. A-32, a.
12.1, aj.

25. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 12, du suivant:

Identifica-
tion

« **12.1** Sur demande, l'inspecteur général ou le représentant qu'il a désigné par écrit doit, lorsqu'il exerce les pouvoirs prévus aux articles 10 à 12, s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité. ».

c. A-32, a.
93.267,
mod.

26. L'article 93.267 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « en tout temps » par les mots « à toute heure raisonnable ».

c. A-32, a.
360, mod.

27. L'article 360 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe c, des mots « ayant un lien avec l'emploi d'agent d'assurances ou d'expert en sinistres, selon le cas ».

LOI SUR LE BARREAU

c. B-1, a.
45, mod.

28. L'article 45 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) est modifié par le remplacement de la première phrase du paragraphe 2 par la suivante:

Enquêtes

« 2. Le comité doit s'enquérir si le candidat possède les mœurs, les connaissances et les qualités requises pour exercer la profession. ».

c. B-1, a.
70, mod.

29. L'article 70 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 4 par le suivant:

Audition

« 4. Le Comité administratif entend les parties et leurs témoins, et s'enquiert si le requérant a les mœurs, les qualités, la conduite et la compétence requises pour exercer la profession. ».

c. B-1, a.
84, mod.

30. L'article 84 de cette loi est modifié par la suppression de la dernière phrase.

c. B-1, a.
103, remp.

31. L'article 103 de cette loi est remplacé par le suivant:

Audition
publique

« **103.** Toute audition est publique.

Huis clos

Toutefois, le Comité de discipline peut, d'office ou sur demande, ordonner le huis clos ou interdire la publication ou la diffusion de renseignements ou de documents qu'il indique, dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public, notamment pour assurer le respect du secret professionnel ou la protection de la vie privée d'une personne ou de sa réputation.

Outrage au tribunal Se rend coupable d'outrage au tribunal toute personne qui, par son acte ou son omission, enfreint une ordonnance de huis clos, de non publication ou de non diffusion. ».

c. B-1, a. 104, mod. **32.** L'article 104 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 7, des mots « d'un avocat » par les mots « ou représenté par un avocat. ».

c. B-1, a. 105, mod. **33.** L'article 105 de cette loi est modifié par l'insertion, au début du paragraphe 2, des mots « Lorsqu'il y a ordonnance de huis clos au cours d'une séance, ».

c. B-1, a. 121, mod. **34.** L'article 121 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

Audition « 2. Le Comité administratif entend le requérant. Il s'enquiert s'il a les moeurs, les qualités, la conduite et la compétence requises pour exercer la profession. Il consulte également son dossier disciplinaire. ».

LOI SUR LES BIENS CULTURELS

c. B-4, a. 49, mod. **35.** L'article 49 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4), édicté par l'article 32 du chapitre 24 des lois de 1985, est modifié par l'insertion, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante : « À cette fin, le ministre contrôle l'affichage quant à son apparence, aux matériaux utilisés et à la structure de son support et quant à l'effet de ceux-ci sur les lieux. ».

LOI SUR LES BOMBES LACRYMOGÈNES

c. B-6, a. 8, mod. **36.** L'article 8 de la Loi sur les bombes lacrymogènes (L.R.Q., chapitre B-6) est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « doit » par le mot « peut ».

LOI SUR LES BUREAUX D'ENREGISTREMENT

c. B-9, a. 50, mod. **37.** L'article 50 de la Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9) est modifié par le remplacement, dans les septième et huitième lignes du premier alinéa, des mots « , adresse et occupation » par les mots « et adresse ».

c. B-9, formule 1, mod. **38.** La formule 1 de cette loi est modifiée par le remplacement des mots « sa Majesté la Reine » par les mots « l'autorité constituée ».

LOI SUR LES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

c. C-4, a.
90, mod.

39. L'article 90 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4) est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « en tout temps » par les mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, l'inspecteur doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par la fédération ou la Confédération, selon le cas, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LES CHEMINS DE FER

c. C-14, a.
130, mod.

40. L'article 130 de la Loi sur les chemins de fer (L.R.Q., chapitre C-14) est modifié par la suppression du paragraphe 3.

c. C-14, a.
218, ab.

41. L'article 218 de cette loi est abrogé.

c. C-14, a.
231, mod.

42. L'article 231 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa du paragraphe 2, des mots « je servirai bien et fidèlement notre souveraine dame la reine » par les mots « je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée ».

LOI SUR LE CINÉMA

c. C-18.1, a.
173, mod.

43. L'article 173 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1) est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « pénétrer », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « pénétrer », des mots « , à toute heure raisonnable, ».

c. C-18.1, a.
176, mod.

44. L'article 176 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « requérir la délivrance d'un mandat de perquisition selon les » par les mots « perquisitionner conformément aux ».

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

c. C-19, a.
69, mod.

45. L'article 69 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

c. C-19, a.
116, mod.

46. L'article 116 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, à la fin du deuxième alinéa du paragraphe 6°, des mots « , à moins que la personne ait obtenu un pardon »;

2° par l'insertion, à la fin du paragraphe 7°, des mots « , à moins que la personne ait obtenu le pardon pour l'un ou l'autre de ces actes criminels »;

3° par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

Inhabilité

« L'inhabilité à une charge de fonctionnaire ou d'employé prévue au paragraphe 6° ou 7° du premier alinéa n'existe que si l'infraction a un lien avec cette charge. ».

c. C-19, a.
332, mod.

47. L'article 332 de cette loi est modifié par le remplacement de la deuxième phrase par la suivante: « Il peut ordonner l'expulsion de l'endroit où se tient une séance de toute personne qui en trouble l'ordre. ».

c. C-19, a.
412.22,
mod.

48. L'article 412.22 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « pénétrer », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'insertion, après la deuxième phrase, de la phrase suivante: « Sur demande, le fonctionnaire ou l'employé de la municipalité doit s'identifier et exhiber le certificat, délivré par la municipalité, attestant sa qualité. ».

c. C-19, a.
414, mod.

49. L'article 414 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 5° du premier alinéa par le suivant:

Cirques;

« 5° Pour réglementer les cirques, théâtres, spectacles, exhibitions et autres représentations publiques; les permettre, moyennant l'obtention d'une licence, aux conditions jugées convenables; »;

2° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 6° du premier alinéa, des mots « ou prohiber »;

3° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 9° du premier alinéa, du mot « prohiber » par le mot « réglementer »;

4° par la suppression du paragraphe 11° du premier alinéa.

c. C-19, a.
415, mod.

50. L'article 415 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 20° par le suivant:

Circulaires

« 20° Pour réglementer la distribution de circulaires, annonces, prospectus ou autres imprimés semblables, dans les rues, avenues, ruelles, trottoirs, terrains et places publiques, ainsi que dans les résidences privées, et pour autoriser cette distribution moyennant l'obtention d'un permis délivré aux conditions et, s'il y a lieu, sur paiement des droits fixés par le règlement; »;

2° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 36°, des mots « ou défendre »;

3° par la suppression du paragraphe 37°.

c. C-19, a.
441, mod.

51. L'article 441 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « entrer », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, ces fonctionnaires ou employés doivent s'identifier et exhiber le certificat, délivré par la municipalité, attestant leur qualité. ».

c. C-19, a.
452, mod.

52. L'article 452 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « entrer », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, ces fonctionnaires ou employés doivent s'identifier et exhiber le certificat, délivré par la municipalité, attestant leur qualité. ».

c. C-19, a.
506, mod.

53. L'article 506 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « signé par le maire » par les mots « préparé par le maire et

signé et décerné par le greffier de la Cour provinciale ou le protonotaire de la Cour supérieure, suivant le montant réclamé »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « donnant et signant » par le mot « préparant »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Certificat
d'exigibilité

« Le greffier ou le protonotaire décerne le mandat sur production d'un certificat du maire attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû. ».

c. C-19, a.
507, mod.

54. L'article 507 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « maire » par les mots « greffier de la Cour provinciale, du protonotaire de la Cour supérieure, ».

c. C-19, a.
508, mod.

55. L'article 508 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Motifs
d'annulation

« Outre les motifs mentionnés à l'article 596 du Code de procédure civile, l'opposition à fin d'annuler peut être prise devant le tribunal compétent pour toute cause de nature à affecter la réclamation de la municipalité. ».

c. C-19, a.
518, mod.

56. L'article 518 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Motifs
d'annulation

« Outre les motifs mentionnés à l'article 596 du Code de procédure civile, l'opposition à fin d'annuler peut être prise devant le tribunal compétent pour toute cause de nature à affecter la réclamation de la municipalité. ».

LOI SUR LES CLUBS DE RÉCRÉATION

c. C-23, a.
9, mod.

57. L'article 9 de la Loi sur les clubs de récréation (L.R.Q., chapitre C-23) est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « si ces documents sont requis comme preuve d'une infraction à une loi applicable au Québec. ».

CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

c. C-24.1, a.
95.1, mod.

58. L'article 95.1 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1) est modifié:

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « , à moins que cette personne n'ait obtenu le pardon de cet acte criminel »;

2° par l'addition, à la fin du troisième alinéa, des mots « , à moins que cette personne n'ait obtenu le pardon de cet acte criminel ».

c. C-24.1, a.
485, mod.

59. L'article 485 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

Comparu-
tion

« Si, au jour fixé pour la comparution, aucun paiement n'a été reçu, le juge ou le greffier autorisé par décret du ministre de la Justice peut, si le contrevenant admet sa culpabilité, le condamner pour l'infraction décrite au billet d'infraction ou à la sommation.

Comparu-
tion

Si, au jour fixé pour la comparution, aucun paiement n'a été reçu et si le contrevenant fait défaut de comparaître, le juge ou le greffier peut procéder par défaut et peut le condamner après s'être assuré que la sommation a été dûment signifiée et que le billet d'infraction a été dûment complété et signé, auquel cas le billet d'infraction fait preuve de son contenu.

Transfert au
juge

Le greffier peut déférer au juge toute affaire qui lui est soumise, s'il estime que l'intérêt de la justice le requiert. ».

c. C-24.1, a.
556, remp.

60. L'article 556 de ce code est remplacé par le suivant :

Prise de
possession
d'un
véhicule

« **556.** Tout agent de la paix qui, dans l'exécution des fonctions qui lui sont conférées en vertu du présent code, a un motif raisonnable de croire qu'une infraction à ce code a été commise et que les circonstances l'exigent, peut, sans la permission du propriétaire, prendre possession d'un véhicule routier, le conduire et le remiser. ».

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

c. C-25, a.
4, mod.

61. L'article 4 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié par le remplacement du paragraphe *h* du premier alinéa par le suivant :

« *haffidavit* » : une déclaration écrite appuyée du serment du déclarant ou de son affirmation solennelle, reçue et attestée par toute personne autorisée à cette fin par la loi ; ».

c. C-25, a.
18, mod.

62. L'article 18 de ce code est modifié par la suppression des mots « , si la personne qui doit prêter serment s'y refuse pour le motif qu'elle n'a pas de croyance religieuse ou que sa croyance religieuse s'y oppose ».

c. C-25, a.
298, mod.

63. L'article 298 de ce code est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, de « , profession ».

c. C-25, a.
299, remp.

64. L'article 299 de ce code est remplacé par le suivant:

« **299.** Sauf le cas prévu à l'article 301, nul n'est admis à déposer, sous peine de nullité de sa déposition, s'il n'a prêté serment ou fait l'affirmation solennelle de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité.

Le témoin peut prêter serment selon le rite de sa croyance, à moins que le juge n'y voie un inconvénient d'ordre pratique, auquel cas le témoin est tenu de faire l'affirmation solennelle.

Dans tous les cas, le juge doit voir à ce que la formule du serment ou de l'affirmation solennelle soit lue au témoin de manière qu'il la comprenne bien. ».

c. C-25, a.
904, mod.

65. L'article 904 de ce code est modifié:

1° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 2, de « , profession »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 8, du mot « profession » par le mot « résidence ».

c. C-25, a.
912, mod.

66. L'article 912 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 2, des mots « , résidence et profession » par les mots « et résidence ».

c. C-25, a.
917, mod.

67. L'article 917 de ce code est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, de « , profession ».

c. C-25, a.
958.1, mod.

68. L'article 958.1 de ce code est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du premier alinéa, de « , profession ».

CODE DES PROFESSIONS

c. C-26, a.
12, mod.

69. Le paragraphe *v* du troisième alinéa de l'article 12 du Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26) est modifié par l'insertion dans la troisième ligne et après le mot « toutefois » des mots « , lorsqu'une ordonnance de non-publication a été prononcée à cet effet, ».

c. C-26, a.
135, mod.

70. L'article 135 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « à l'assistance d'un avocat » par les mots « d'être assisté ou représenté par un avocat ».

c. C-26, a.
139, mod.

71. L'article 139 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « intimé », des mots « et à son procureur, le cas échéant, ».

c. C-26, a.
142, remp.

72. L'article 142 de ce code est remplacé par le suivant:

Audition
Publique

« **142.** Toute audition est publique.

Huis clos

Toutefois, le comité de discipline peut, d'office ou sur demande, ordonner le huis clos ou interdire la publication ou la diffusion de renseignements ou de documents qu'il indique, dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public, notamment pour assurer le respect du secret professionnel ou la protection de la vie privée d'une personne ou de sa réputation.

Outrage au
tribunal

Se rend coupable d'outrage au tribunal, toute personne qui, par son acte ou son omission, enfreint une ordonnance de huis clos, de non publication ou de non diffusion. ».

c. C-26, a.
149, mod.

73. L'article 149 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « Sous réserve de la levée du huis clos » par les mots « Lorsqu'il y a ordonnance de huis clos au cours d'une séance ».

c. C-26, a.
154, mod.

74. L'article 154 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « dispositif, » des mots « toute interdiction de publication ou de diffusion des renseignements ou des documents qu'elle indique et ».

c. C-26, a.
170, mod.

75. L'article 170 de ce code est modifié par le remplacement des mots « d'un avocat » par les mots « ou représenté par un avocat ».

c. C-26, a.
173, remp.

76. L'article 173 de ce code est remplacé par le suivant:

Audition
publique

« **173.** Toute audition est publique.

Huis clos

Toutefois, le tribunal peut, d'office ou sur demande, ordonner le huis clos ou interdire la publication ou la diffusion de renseignements ou de documents qu'il indique, dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public, notamment pour assurer le respect du secret professionnel ou la protection de la vie privée d'une personne ou de sa réputation.

Outrage au
Tribunal

Se rend coupable d'outrage au tribunal, toute personne qui, par son acte ou son omission, enfreint une ordonnance de huis clos, de non publication ou de non diffusion. ».

c. C-26, a.
176, mod.

77. L'article 176 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « dispositif », des mots « toute interdiction de publication ou de diffusion des renseignements ou des documents qu'elle indique et ».

c. C-26, a.
192, mod.

78. L'article 192 de ce code est modifié:

1° par la suppression, dans les cinquième et sixième lignes, des mots « , au cours d'une séance tenue à huis clos, »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Examen de
dossier

« Dans le cadre de l'application du présent article, le professionnel doit sur demande, permettre l'examen d'un tel dossier ou document. ».

CODE DU TRAVAIL

c. C-27, a.
49, mod.

79. L'article 49 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante: « Toutefois, une décision ou un ordre rendu par un commissaire du travail ne peut être révisé pour cause d'erreur de droit. ».

c. C-27, a.
109.4, mod.

80. L'article 109.4 de ce code est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « travail », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, l'enquêteur doit s'identifier et exhiber le certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité. ».

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

c. C-27.1, a.
25, mod.

81. L'article 25 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié par la suppression du paragraphe 34°.

c. C-27.1, a.
159, mod.

82. L'article 159 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Il peut ordonner l'expulsion de l'endroit où se tient une séance du conseil de toute personne qui en trouble l'ordre. ».

c. C-27.1, a.
269, mod.

83. L'article 269 de ce code est modifié:

1° par l'insertion, à la fin du deuxième alinéa du paragraphe 5°, des mots « , à moins que la personne ait obtenu un pardon »;

2° par l'insertion, à la fin du paragraphe 6°, des mots « , à moins que la personne ait obtenu le pardon pour l'un ou l'autre de ces actes criminels »;

3° par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« L'incapacité à une charge de fonctionnaire ou d'employé prévue au paragraphe 5° ou 6° du premier alinéa n'existe que si l'infraction a un lien avec cette charge. ».

c. C-27.1, a.
491, mod.

84. L'article 491 de ce code est modifié par la suppression du paragraphe 1° du premier alinéa.

c. C-27.1, a.
516, mod.

85. L'article 516 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « pénétrer », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'insertion, après la deuxième phrase, de la phrase suivante :
« Sur demande, le fonctionnaire ou l'employé de la municipalité doit s'identifier et exhiber le certificat, délivré par la municipalité, attestant sa qualité. ».

c. C-27.1, a.
544, mod.

86. L'article 544 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa du paragraphe 1°, des mots « pour prohiber les cirques, théâtres ou autres représentations publiques; les réglementer, aux conditions jugées convenables » par les mots « pour réglementer, aux conditions jugées convenables, les cirques, théâtres ou autres représentations publiques »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 1° par le suivant :

« Tout droit imposé par un règlement pris en vertu du présent paragraphe peut être prélevé avec dépens, s'il n'est pas payé à demande, au moyen de la saisie et de la vente des biens meubles du débiteur. Les articles 1014 à 1018 s'appliquent; cependant, pour l'application de l'article 1018, les mots « sommes portées au rôle de perception » signifient « droits réclamés par la corporation. »;

3° par la suppression, dans la première ligne du premier alinéa du paragraphe 2°, des mots « ou prohiber »;

4° par la suppression du paragraphe 3°.

c. c-27.1, a.
627, mod.

87. L'article 627 de ce code est modifié:

1° par la suppression du paragraphe 9°;

2° par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant:

« 10° pour régler la distribution de circulaires, annonces, prospectus ou autres imprimés semblables, dans les chemins et places publiques, ainsi que dans les résidences privées, et pour autoriser cette distribution moyennant l'obtention d'un permis délivré aux conditions et, le cas échéant, sur paiement des droits fixés par le règlement; ».

c. C-27.1, a.
629, ab.

88. L'article 629 de ce code est abrogé.

c. C-27.1, a.
1014, mod.

89. L'article 1014 de ce code est modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « signé par le maire ou par le préfet, suivant le cas » par les mots « préparé par le maire ou le préfet, suivant le cas, et signé et décerné par le greffier de la Cour provinciale ou le protonotaire de la Cour supérieure, suivant le montant réclamé »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, des mots « donnant et en signant » par le mot « préparant »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Le greffier ou le protonotaire décerne le mandat sur production d'un certificat du maire ou du préfet, suivant le cas, attestant l'exigibilité de la dette et du montant dû. ».

c. C-27.1, a.
1016, mod.

90. L'article 1016 de ce code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « maire » par les mots « greffier de la Cour provinciale, du protonotaire de la Cour supérieure ».

c. C-27.1, a.
1017, mod.

91. L'article 1017 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Outre les motifs mentionnés à l'article 596 du Code de procédure civile, l'opposition à fin d'annuler peut être prise devant le tribunal compétent pour toute cause de nature à affecter la réclamation de la corporation. ».

c. C-27.1, a.
1031, mod.

92. L'article 1031 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Outre les motifs mentionnés à l'article 596 du Code de procédure civile, l'opposition à fin d'annuler peut être prise devant le tribunal compétent pour toute cause de nature à affecter la réclamation de la corporation. ».

LOI SUR LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

c. C-34, a.
10, mod.

93. L'article 10 de la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34) est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « tranchée par le président ou le vice-président que celui-ci désigne » par les mots « déférée au président ou au vice-président que le président désigne, pour qu'il en décide suivant la loi ».

c. C-34, a.
17, remp.

94. L'article 17 de cette loi est remplacé par le suivant:

Politiques
générales

« **17.** Le président est chargé des politiques générales de la Commission concernant ses fonctions juridictionnelles.

Travail des
membres

Il coordonne, répartit et surveille le travail des membres et assesseurs de la Commission qui, à cet égard, doivent se soumettre à ses ordres et à ses directives. ».

c. C-34, a.
24, mod.

95. L'article 24 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Révision ou
révocation

« **24.** La Commission peut réviser ou révoquer toute décision ou ordonnance qu'elle a rendue:

1° lorsqu'est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;

2° lorsqu'une partie intéressée au litige n'a pu pour des raisons jugées suffisantes se faire entendre;

3° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider la décision. ».

LOI SUR LA COMMISSION MUNICIPALE

c. C-35, a.
11, ab.

96. L'article 11 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) est abrogé.

c. C-35, a.
67,1, aj.

97. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 67, du suivant:

Suspension « **67.1** La vente ne peut être suspendue que par une opposition prise à la Cour provinciale du district ou à la Cour supérieure du district, selon leur juridiction respective déterminée par la valeur de l'immeuble telle qu'inscrite au rôle d'évaluation en vigueur.

Opposition Les dispositions des articles 678 et suivants du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) s'appliquent à cette opposition, compte tenu des adaptations nécessaires.

Tribunal compétent Outre les motifs mentionnés à l'article 596 du Code de procédure civile, l'opposition à fin d'annuler peut être prise devant le tribunal compétent pour toute cause de nature à affecter la réclamation de la municipalité. ».

c. C-35, a.
90, ab. **98.** L'article 90 de cette loi est abrogé.

c. C-35, a.
91, mod. **99.** L'article 91 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe 1° du premier alinéa et après le mot « Pénétrer », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

**Identifica-
tion** « Sur demande, un membre de la Commission ou son délégué doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par la Commission, attestant sa qualité. »;

3° par le remplacement, dans la cinquième ligne du troisième alinéa, des mots « à l'article 90 » par les mots « au premier alinéa de l'article 23 ».

LOI SUR LES COMMISSIONS D'ENQUÊTE

c. C-37, a.
11, mod. **100.** L'article 11 de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37) est modifié par le remplacement du second alinéa par le suivant:

**Immunité
des témoins** « Toutefois, nulle réponse donnée par une personne ainsi entendue comme témoin ne peut être invoquée contre elle dans une poursuite en vertu d'une loi, sauf le cas de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires. ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS

c. C-37.1, a.
64, mod. **101.** L'article 64 de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

c. C-37.2, a.
85, ab. **102.** L'article 85 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est abrogé.

c. C-37.2, a.
134, mod. **103.** L'article 134 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « pénétrer », des mots « à toute heure raisonnable ».

c. C-37.2, a.
135, mod. **104.** L'article 135 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « requis », des mots « s'identifier et ».

c. C-37.2, a.
151.3, mod. **105.** L'article 151.3 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « pénétrer », des mots « à toute heure raisonnable ».

c. C-37.2, a.
151.4, mod. **106.** L'article 151.4 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « requis », des mots « s'identifier et ».

c. C-37.2, a.
153.3, mod. **107.** L'article 153.3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1^o du premier alinéa, des mots « en tout temps », par les mots « à toute heure raisonnable ».

c. C-37.2, a.
153.4, mod. **108.** L'article 153.4 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot « requis », des mots « s'identifier et ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

c. C-37.3, a.
70, mod. **109.** L'article 70 de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LES COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS

c. C-41, a.
35, mod. **110.** L'article 35 de la Loi sur les compagnies de fidéicommissaires (L.R.Q., chapitre C-41) est modifié par la suppression, dans les quatorzième et quinzième lignes du paragraphe 1, des mots « avec condamnation aux travaux forcés ».

LOI SUR LA CONSERVATION ET LA
MISE EN VALEUR DE LA FAUNE

c. C-61.1, a.
15, mod. **111.** L'article 15 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1) est modifié:

1° par le remplacement, dans le premier alinéa, de la partie qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit:

Mandat
requis

« **15.** Un agent de conservation de la faune ou un auxiliaire de la conservation de la faune peut, s'il y est autorisé par un mandat décerné par un juge de paix, entrer et perquisitionner dans un lieu, y compris dans un véhicule, une embarcation ou un aéronef, et ouvrir ou faire ouvrir un réceptacle, s'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il s'y trouve: »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Condition
d'obtention
du mandat

« Un juge de paix peut décerner un mandat aux conditions qu'il y indique s'il est convaincu, sur la foi d'une déclaration sous serment de l'agent ou de l'auxiliaire, qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire qu'une telle infraction est ou a été commise et qu'un animal, du poisson, un chien, de la fourrure ou un objet visé au paragraphe 1° ou 2° du premier alinéa se trouve dans le lieu ou le réceptacle visé à cet alinéa.

Remise au
juge

Ce mandat doit être rapporté au juge qui l'a décerné, qu'il ait été exécuté ou non, dans les 15 jours de sa délivrance. ».

c. C-61.1, a.
15.1, aj. **112.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

Urgence

« **15.1** Un agent de conservation de la faune ou un auxiliaire de la conservation de la faune peut exercer sans mandat les pouvoirs qui lui sont conférés à l'article 15, si les conditions de délivrance du mandat sont remplies et si le délai pour l'obtenir, compte tenu de l'urgence de la situation, risque de mettre en danger la santé des personnes ou des animaux ou la sécurité des personnes, des animaux ou des biens ou d'entraîner la perte, la disparition ou la destruction d'un élément de preuve. ».

c. C-61.1, a.
74, remp.

113. L'article 74 de cette loi est remplacé par le suivant:

Inspection

« **74.** Le ministre peut donner l'ordre d'inspecter à toute heure raisonnable un étang de pêche, un étang d'élevage, un vivier de poissons appâts ou un établissement piscicole.

Identifica-
tion

Sur demande, la personne chargée de l'inspection doit s'identifier et exhiber le certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité. ».

c. C-61.1, a.
168, remp.

114. L'article 168 de cette loi est remplacé par le suivant:

Confiscation
des biens
saisis

« **168.** Le juge qui impose une pénalité pour une infraction à l'une des dispositions de la présente loi ou de ses règlements peut, lorsqu'il y a une saisie effectuée en vertu de l'article 16 de la présente loi ou en vertu de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15), prononcer la confiscation des biens saisis. Toutefois, il doit prononcer la confiscation de l'animal, de la fourrure ou du poisson saisi. ».

LOI SUR LES CORPORATIONS
DE CIMETIÈRES CATHOLIQUES ROMAINS

c. C-69, a.
36, mod.

115. L'article 36 de la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69) est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « en tout temps » par les mots « à toute heure raisonnable ».

LOI SUR LES CORPORATIONS DE FONDS DE SÉCURITÉ

c. C-69.1, a.
57, mod.

116. L'article 57 de la Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1) est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « en tout temps » par les mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, l'inspecteur doit s'identifier et exhiber le certificat, signé par l'inspecteur général, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LE COURTAGE IMMOBILIER

c. C-73, a.
16, mod.

117. L'article 16 de la Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., chapitre C-73) est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

« c) a été déclaré coupable d'un acte criminel ayant un lien avec l'emploi de courtier, d'agent d'immeuble ou de constructeur, ou ».

c. C-73, a.
21, mod.

118. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Pouvoirs
du
surintendant

« Le surintendant, ou le représentant qu'il désigne par écrit peut, pour vérifier l'application de la présente loi et de ses règlements:

1° entrer, à toute heure raisonnable, dans l'établissement d'un courtier ou d'un agent d'immeuble;

2° examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents qui comportent des renseignements relatifs à leurs activités à titre de courtier ou d'agent d'immeuble;

3° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi, de même que la production de tout document s'y rapportant.

Communica-
tion de
documents

Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres, comptes, dossiers et autres documents doit, sur demande, en donner communication au surintendant ou à la personne autorisée par lui et lui en faciliter l'examen. ».

c. C-73, a.
21.1, aj.

119. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 21, du suivant:

Identifica-
tion

« **21.1** Sur demande, le surintendant ou le représentant qu'il a désigné par écrit doit, lorsqu'il exerce ses pouvoirs d'inspection, s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité. ».

LOI SUR LES COURTIERS D'ASSURANCES

c. C-74, a.
6, mod.

120. L'article 6 de la Loi sur les courtiers d'assurances (L.R.Q., chapitre C-74) est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

« c) d'être déclaré coupable, par jugement définitif, d'un acte criminel ayant un lien avec la profession de courtier d'assurances. ».

c. C-74, a.
25, mod.

121. L'article 25 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la dernière ligne du paragraphe 2, du mot « épouse » par le mot « conjoint »;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne du paragraphe 3 et avant le mot « Toute » des mots « Lorsqu'il y a ordonnance de huis clos au cours d'une séance, »;

3° par l'addition, à la fin du paragraphe 3, des mots « Le bureau de discipline peut, d'office ou sur demande, ordonner le huis clos ou interdire la publication ou la diffusion de renseignements ou de documents qu'il indique, dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public,

notamment pour assurer le respect du secret professionnel ou la protection de la vie privée d'une personne ou de sa réputation. Se rend coupable d'outrage au tribunal toute personne qui, par son acte ou son omission, enfreint une ordonnance de huis clos, de non publication ou de non diffusion. ».

LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

c. C-75, aa.
27 et 28,
remp.

122. Les articles 27 et 28 de la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., chapitre C-75) sont remplacés par les suivants :

Inspection
des
immeubles

« **27.** Un représentant ou un employé désigné par l'Office peut, à toute heure raisonnable, faire l'inspection des immeubles hypothéqués et des biens nantis. Il peut faire cette inspection en tout temps si les circonstances l'exigent pour la protection d'une créance ou des biens garantissant un prêt ou pour assurer le maintien en opération de l'exploitation d'un emprunteur.

Maintien en
état

En outre, à défaut d'entretien ou au cas de détérioration entraînant la diminution des garanties, il peut, aux frais de l'emprunteur, faire tous travaux et réparations et prendre toutes mesures qu'il juge nécessaires pour assurer leur maintien en bon état ainsi que le maintien de l'exploitation en opération.

Identifica-
tion

Sur demande, le représentant ou l'employé désigné par l'Office doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par l'Office, attestant sa qualité.

Évaluation
des biens

« **28.** Un représentant ou un employé désigné par l'Office peut également, à toute heure raisonnable, ou en tout temps si les circonstances l'exigent pour la protection d'une créance ou des biens garantissant un prêt ou pour assurer le maintien en opération de l'exploitation d'un emprunteur, tant pour les fins de la présente loi, de toute autre loi dont l'administration lui ressortit et de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers (L.R.Q., chapitre A-29.1), que pour les fins de tout plan, programme ou projet dont la direction ou l'exécution peut lui être confiée, entrer dans tout immeuble ou y passer et faire l'inspection et l'évaluation de cet immeuble, de tous animaux de ferme et de tous autres biens mobiliers.

Identifica-
tion

Sur demande, le représentant ou l'employé désigné par l'Office doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par l'Office, attestant sa qualité.

Enquête

« **28.1** L'Office peut, en outre, dans le cadre de l'application des lois énumérées à l'article 28 ou de tout plan, programme ou projet dont

la direction ou l'exécution peut lui être confiée, mener toute enquête qu'il juge nécessaire. À cette fin, chacun des régisseurs de l'Office et des enquêteurs désignés par lui est investi des pouvoirs et attributions conférés à un commissaire par la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37). ».

LOI FAVORISANT LE CRÉDIT AGRICOLE À LONG TERME
PAR LES INSTITUTIONS PRIVÉES

c. C-75.1, a.
30, remp.

123. L'article 30 de la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-75.1) est remplacé par le suivant:

Inspection
des meubles
et immeu-
bles

« **30.** Un représentant ou un employé désigné par l'Office ou par le prêteur peut, à toute heure raisonnable ou en tout temps si les circonstances l'exigent pour la protection d'une créance ou des biens garantissant un prêt ou pour assurer le maintien en opération de l'exploitation d'un emprunteur, faire l'inspection des biens immobiliers ou mobiliers garantissant un prêt, entrer dans tout immeuble ou y passer et faire l'inspection et l'évaluation de cet immeuble, de tous animaux de ferme et de tous autres biens mobiliers.

Enquête

Il peut, en outre, mener toute enquête qu'il juge nécessaire dans le cadre de l'application de la présente loi.

Identifica-
tion

Sur demande, un représentant ou un employé désigné par l'Office ou par le prêteur doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par l'Office ou par le prêteur, selon le cas, attestant sa qualité. ».

LOI FAVORISANT LE CRÉDIT À LA PRODUCTION AGRICOLE

c. C-77, a.
21, mod.

124. L'article 21 de la Loi favorisant le crédit à la production agricole (L.R.Q., chapitre C-77) est modifié:

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « en tout temps » par les mots «, à toute heure raisonnable ou en tout temps si les circonstances l'exigent pour la protection d'une créance ou des biens garantissant un prêt ou pour assurer le maintien en opération de l'exploitation d'un emprunteur, »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, le représentant ou l'employé désigné par l'Office ou par le prêteur doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par l'Office ou par le prêteur, selon le cas, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LE CRÉDIT FORESTIER

c. C-78, a.
9, remp.

125. L'article 9 de la Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., chapitre C-78) est remplacé par le suivant:

Inspection
des meubles
et immeu-
bles

« **9.** Un représentant ou un employé désigné par l'Office peut, à toute heure raisonnable, faire l'inspection des immeubles hypothéqués et, selon le cas, des biens mobiliers garantissant un prêt consenti en vertu de la présente sous-section. Il peut faire cette inspection en tout temps si les circonstances l'exigent pour la protection d'une créance ou des biens garantissant un prêt ou pour assurer le maintien en opération de l'exploitation d'un emprunteur.

Maintien en
état

En outre, à défaut d'entretien ou au cas de détérioration entraînant la diminution des garanties, il peut, aux frais de l'emprunteur, faire tous travaux et réparations et prendre toutes mesures qu'il juge nécessaires pour assurer leur maintien en bon état ainsi que la poursuite de l'aménagement forestier.

Identifica-
tion

Sur demande, le représentant ou l'employé désigné par l'Office doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par l'Office, attestant sa qualité. ».

c. C-78, a.
21, mod.

126. L'article 21 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « en tout temps » par les mots «, à toute heure raisonnable, ou en tout temps si les circonstances l'exigent pour la protection d'une créance ou des biens garantissant un prêt ou pour assurer le maintien en opération de l'exploitation d'un emprunteur, »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, le représentant ou l'employé désigné par l'Office ou par le prêteur doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par l'Office ou par le prêteur, selon le cas, attestant sa qualité. ».

LOI FAVORISANT LE CRÉDIT FORESTIER
PAR LES INSTITUTIONS PRIVÉESc. C-78.1, a.
41, remp.

127. L'article 41 de la Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées (L.R.Q., chapitre C-78.1) est remplacé par le suivant:

Inspection
des meubles
et
immeubles

« **41.** Un représentant ou un employé désigné par l'Office ou par le prêteur peut, à toute heure raisonnable ou en tout temps si les circonstances l'exigent pour la protection d'une créance ou des biens garantissant un prêt ou pour assurer le maintien en opération de

l'exploitation d'un emprunteur, faire l'inspection des biens immobiliers ou mobiliers qui garantissent un prêt, entrer dans tout immeuble ou y passer et faire l'inspection et l'évaluation de cet immeuble et de tous autres biens mobiliers.

Enquête Il peut, en outre, mener toute enquête qu'il juge nécessaire dans le cadre de l'application de la présente loi.

Identification Sur demande, le représentant ou l'employé désigné par l'Office ou par le prêteur doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par l'Office ou par le prêteur, selon le cas, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LES DÉCRETS DE CONVENTION COLLECTIVE

c. D-2, a. 22, mod. **128.** L'article 22 de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., chapitre D-2) est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa du paragraphe *e* du deuxième alinéa, des mots « en tout temps » par les mots « à toute heure raisonnable »;

2° par l'insertion, après le deuxième alinéa du paragraphe *e* du deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

Identification « Sur demande, le directeur général, le secrétaire ou un inspecteur doit s'identifier et exhiber le certificat, délivré par le comité, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES DANS LE DOMAINE DU LIVRE

c. D-8.1, a. 19, mod. **129.** L'article 19 de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre (L.R.Q., chapitre D-8.1) est modifié par l'addition, à la fin, des mots « ayant un lien avec l'emploi de libraire et pour lequel elle n'a pas obtenu le pardon ».

LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES DIVERTISSEMENTS

c. D-14, a. 10, mod. **130.** L'article 10 de la Loi concernant les droits sur les divertissements (L.R.Q., chapitre D-14) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Audition préalable « Toutefois, ce jugement ne peut être exécuté contre les membres de la société ou les officiers de la corporation à moins que ceux-ci aient été assignés ou accusés personnellement et qu'ils aient eu l'occasion de se faire entendre. ».

LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MINES

c. D-15, a.
75, mod.

131. L'article 75 de la Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15) est modifié:

1° par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe *b* du deuxième alinéa, des mots « , à son avis, »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *d* du deuxième alinéa, des mots « il lui paraît » par les mots « elle a des motifs raisonnables de croire »;

3° par l'insertion, dans la quatrième ligne du paragraphe *d* du deuxième alinéa, après le mot « document », des mots « requis comme preuve de l'infraction ».

c. D-15, a.
75.1, aj.

132. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 75, du suivant:

Identifica-
tion

« **75.1** Sur demande, toute personne exerçant un pouvoir d'inspection doit s'identifier et exhiber un certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité. ».

c. D-15, a.
76, remp.Personne
désignée

133. L'article 76 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **76.** Le ministre peut désigner, par écrit, tout fonctionnaire du ministère de l'Énergie et des Ressources ou toute personne, pour exercer les pouvoirs visés au deuxième alinéa.

Perquisition

La personne ainsi désignée peut, conformément à la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15), entrer et perquisitionner dans tout lieu ou réceptacle pour y rechercher des documents, livres, registres, papiers ou autres choses pouvant servir de preuve d'infraction à la présente loi ou à un règlement pris pour son application, et y saisir ces choses.

Agent de la
paix

Cette personne peut se faire accompagner par un agent de la paix.

Garde des
biens saisis

Le saisissant a la garde de la chose qu'il saisit jusqu'à ce qu'elle soit produite dans des procédures judiciaires. ».

c. D-15, a.
77, mod.

134. L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « l'a approuvée » par les mots « a décerné le mandat ».

LOI CONCERNANT LES ENQUÊTES SUR LES INCENDIES

c. E-8, a.
12, remp.

135. L'article 12 de la Loi concernant les enquêtes sur les incendies (L.R.Q., chapitre E-8) est remplacé par les suivants:

Autorisation
écrite

« **12.** Aux fins de ses recherches, le commissaire-enquêteur peut, s'il obtient l'autorisation écrite d'un juge de paix qui n'est pas commissaire-enquêteur sur les incendies, procéder à la visite des lieux de l'incendie ou de l'explosion et à l'examen des objets qui s'y trouvent et y prendre possession de tous les objets qui peuvent être utiles pour les fins de ces recherches.

Conditions
requis

Le juge de paix peut accorder cette autorisation aux conditions qu'il y indique, s'il est convaincu, sur la foi d'une déclaration sous serment du commissaire-enquêteur, qu'il existe un motif raisonnable de croire que l'incendie ou l'explosion est survenu dans les circonstances prévues à l'article 11 et que la visite des lieux, l'examen ou la prise de possession des objets qui s'y trouvent peut être utile pour les fins des recherches. Cette autorisation doit être rapportée au juge qui l'a accordée, qu'elle ait été exécutée ou non, dans les 15 jours de sa délivrance.

Urgence

Toutefois, cette autorisation n'est pas requise si les conditions de sa délivrance sont remplies et si le délai pour l'obtenir, compte tenu de l'urgence de la situation, risque de mettre en danger la santé des personnes ou la sécurité des personnes ou des biens ou d'entraîner la disparition, la destruction ou la perte de ce qui peut être utile pour les fins des recherches.

Garde des
objets

« **12.1** Le commissaire-enquêteur assure la garde de tout objet dont il prend possession.

Remise

Il doit le remettre à la personne qui établit qu'elle y a droit, à moins que cet objet ne soit requis pour l'application de la présente loi ou aux fins de l'administration de la justice. ».

c. E-8, a.
17, mod.

136. L'article 17 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du dernier alinéa, de « au deuxième alinéa de l'article 12 » par « aux articles 12 et 12.1 ».

c. E-8, a.
18, mod.

137. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Huis clos

« Le commissaire-enquêteur peut toutefois ordonner, dans l'intérêt de l'ordre public, que l'enquête ou une partie de celle-ci soit tenue à huis clos. ».

c. E-8, a.
21, remp.

138. L'article 21 de cette loi est remplacé par le suivant:

Mandat
d'arrêt

« **21.** Lorsqu'il a un motif raisonnable de croire qu'une personne qu'il veut assigner comme témoin à l'enquête se soustraira à la signification d'une sommation ou ne se présentera pas en réponse à une sommation, le commissaire-enquêteur peut s'adresser à un juge de la Cour des sessions de la paix, afin que celui-ci décerne un mandat enjoignant à un agent de la paix d'arrêter et de faire comparaître cette personne.

Mandat
d'arrêt

Lorsqu'une personne autre que le commissaire-enquêteur a, à la satisfaction du commissaire-enquêteur, un motif raisonnable de croire qu'un témoin à l'enquête se soustraira à la signification d'une sommation ou ne se présentera pas en réponse à une sommation, le commissaire-enquêteur peut l'autoriser à s'adresser à un juge de la Cour des sessions de la paix, afin que celui-ci décerne un mandat enjoignant à un agent de la paix d'arrêter et de faire comparaître ce témoin.

Comparu-
tion

La personne arrêtée doit comparaître promptement devant un juge de la Cour des sessions de la paix. La personne arrêtée et celui qui a requis le mandat doivent alors avoir la possibilité de se faire entendre avant qu'il ne soit adjugé sur la détention ou la remise en liberté. ».

c. E-8, aa.
21.2 à 21.4,
aj.

139. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 21.1, des articles suivants:

Pouvoirs du
juge

« **21.2** Le juge devant qui une personne arrêtée comparaît peut:

1° ordonner sa mise en liberté après qu'elle se soit engagée, sans condition ou suivant des conditions raisonnables, avec ou sans caution, à être présente à l'enquête pour y témoigner; ou

2° ordonner, pour une période maximale de huit jours, sa détention dans un établissement de détention ou, si elle est âgée de moins de 18 ans, qu'elle soit confiée au directeur de la protection de la jeunesse qu'il désigne.

Révision

Une décision prise en vertu du premier alinéa peut, sur requête, être révisée par un juge de la Cour supérieure.

Délai
d'audition

« **21.3** La personne détenue sur l'ordre du juge devant qui elle a comparu doit être appelée comme témoin lors de l'enquête dans les huit jours de sa comparution.

Tribunal de
la jeunesse

« **21.4** Les pouvoirs conférés par la présente loi à un juge de la Cour des sessions de la paix sont exercés par un juge du Tribunal de la jeunesse, lorsqu'ils visent une personne âgée de moins de 18 ans.

Ils peuvent être exercés par un juge de la Cour provinciale ou un juge de paix nommé en vertu de l'article 186 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, si aucun juge de la Cour des sessions de la paix ou du Tribunal de la jeunesse, selon le cas, n'est disponible dans le district judiciaire. ».

LOI SUR LES EXPLOSIFS

c. E-22, a.
13.1, mod. **140.** L'article 13.1 de la Loi sur les explosifs (L.R.Q., chapitre E-22) est modifié:

1° par l'addition, à la fin du paragraphe *a*, des mots « pour laquelle il n'a pas obtenu de pardon »;

2° par l'addition, à la fin du paragraphe *b*, des mots « et pour laquelle il n'a pas obtenu de pardon ».

c. E-22, a.
19, remp.
Saisie **141.** L'article 19 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **19.** Un inspecteur d'explosifs peut saisir les explosifs à l'égard desquels il a un motif raisonnable de croire que les normes qui leur sont applicables en vertu de la présente loi ou des règlements ne sont pas respectées.

Garde des
explosifs « **19.1** Un juge de paix peut confier au saisissant la garde des explosifs saisis en vertu de la présente loi ou de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) ou ordonner qu'ils soient vendus sans délai, aux conditions qu'il indique, et que le produit de la vente soit déposé dans une institution financière, conformément à la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5).

Délai
maximum Les explosifs ainsi saisis ou le produit de leur vente ne peuvent être retenus plus de 90 jours à moins qu'une poursuite ne soit intentée dans ce délai ou qu'une ordonnance de prolongation de ce délai n'excédant pas 90 jours, ne soit rendue par un juge.

Confiscation
ou remise Lorsqu'une poursuite est intentée, le juge peut, lors du prononcé du jugement, ordonner la confiscation des explosifs ou, le cas échéant, du produit de leur vente ou ordonner, aux conditions qu'il détermine, leur remise à la personne qui y a droit. Le ministre prescrit la manière dont il est disposé des explosifs confisqués.

Destruction « **19.2** Malgré l'article 19.1, un inspecteur qui a un motif raisonnable de croire que la conservation ou la manipulation d'un explosif présente un danger immédiat pour la santé des personnes ou pour la sécurité des personnes ou des biens peut, sans l'autorisation d'un juge, détruire cet explosif. ».

LOI SUR LA FORMATION ET LA QUALIFICATION
PROFESSIONNELLES DE LA MAIN-D'OEUVREc. F-5, a. 5,
mod.

142. L'article 5 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre F-5) est modifié par l'addition, à la fin, des mots « , et qui sont pertinents pour la détermination de la demande ».

LOI SUR LES GRAINS

c. G-1.1, a.
45, remp.

143. L'article 45 de la Loi sur les grains (L.R.Q., chapitre G-1.1) est remplacé par le suivant :

Excédent de
grain

« **45.** Toute personne qui est en possession d'une quantité de grain qui excède les besoins de sa propre consommation est présumée, en l'absence de toute preuve contraire, le destiner à la vente. ».

LOI SUR LES INFRACTIONS EN MATIÈRE
DE BOISSONS ALCOOLIQUESc. I-8.1, a.
81, ab.

144. L'article 81 de la Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques (L.R.Q., chapitre I-8.1) est abrogé.

c. I-8.1, a.
109, mod.

145. L'article 109 de cette loi, modifié par l'article 47 du chapitre 58 des lois de 1986, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe 4°.

c. I-8.1, a.
110, mod.

146. L'article 110 de cette loi, modifié par l'article 48 du chapitre 58 des lois de 1986, est de nouveau modifié par la suppression :

1° dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 7°, des mots « y emploie comme commis une femme qui n'est pas son épouse, ou »;

2° dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du paragraphe 7°, des mots « , ou, pendant que la taverne est ouverte, y permet la présence d'une personne du sexe féminin autre que son épouse ».

c. I-8.1, a.
110.1, ab.

147. L'article 110.1 de cette loi est abrogé.

c. I-8.1, a.
110.2,
remp.

148. L'article 110.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

Normes
d'aménage-
ment

« **110.2** La Régie peut, à la demande d'un détenteur de permis de taverne et aux conditions qu'elle fixe y compris quant à la durée, le cas échéant, exempter un établissement de certaines normes d'aménagement.

Exemption Un établissement visé dans le premier alinéa est réputé, pour l'application de toute autre loi générale ou spéciale, satisfaire aux normes d'aménagement dont il a été exempté. ».

c. I-8.1, a. 123, mod. **149.** L'article 123 de cette loi est modifié par la suppression du cinquième alinéa.

c. I-8.1, a. 125, mod. **150.** L'article 125 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Restriction « Toutefois, l'autorisation de faire des recherches et des saisies ne permet pas d'entrer dans un lieu ni d'ouvrir ou faire ouvrir un réceptacle en vue d'y rechercher un élément de preuve d'une infraction à la présente loi, si ce n'est conformément à la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15). ».

c. I-8.1, a. 126, mod. **151.** L'article 126 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « peut », des mots « , dans l'exercice des pouvoirs qui y sont visés »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 1°, du mot « lorsque » par « lorsqu'elle a un motif raisonnable de croire que »;

3° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1° par le suivant:

« *a*) si elle a un motif raisonnable de croire que ces boissons alcooliques, en raison de leur quantité, sont ainsi transportées pour être vendues; »;

4° par le remplacement, dans la troisième ligne du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1°, des mots « soupçonne raisonnablement » par les mots « a un motif raisonnable de croire »;

5° par le remplacement du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1° par le suivant:

« *c*) si elle a un motif raisonnable de croire, d'après les circonstances, que ces boissons alcooliques sont ainsi transportées pour être vendues sans permis; »;

6° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 2°, du mot « soupçonne » par les mots « a un motif raisonnable de croire »;

7° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 2°, de « qu'elle croit utiles » par le mot « nécessaires »;

8° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 3°, de « , sans mandat, »;

9° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 4°, de « , sans mandat, »;

10° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 5°, de « saisir, sans mandat, toutes boissons alcooliques qui, à sa connaissance et à celle de la Régie » par « saisir toutes boissons alcooliques si elle ou la Régie a un motif raisonnable de croire que ces boissons ».

152. L'article 127 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, de « en vertu de l'article 126 ».

153. L'article 134 de cette loi est remplacé par le suivant:

« 134. Le propriétaire ou le locataire d'un lieu où une infraction à la présente loi est commise ainsi que le détenteur d'un permis délivré pour ce lieu qui autorise ou permet qu'une telle infraction y soit commise, commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, de la peine prévue pour l'infraction qu'il a autorisée ou permise.

Dans une poursuite en vertu du premier alinéa, la preuve qu'une infraction à la présente loi a été commise par une personne à l'emploi de ce propriétaire, ce locataire ou ce détenteur de permis constitue la preuve, en l'absence de toute preuve contraire, que cette personne a commis cette infraction avec l'autorisation ou l'assentiment de ce propriétaire, ce locataire ou ce détenteur de permis.

Si celui qui a commis une infraction à la présente loi ou si le propriétaire ou le locataire du lieu où l'infraction est commise ou si le détenteur du permis délivré pour ce lieu est une société ou corporation, chaque associé ou chaque administrateur de la corporation qui autorise ou permet la perpétration de cette infraction est réputé être partie à celle-ci. ».

154. L'article 163 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe c, des mots « doit prononcer » par les mots « a prononcé ».

155. L'article 172 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « doit » par le mot « peut »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Boissons
impropres à
la consom-
mation

« Toutefois, le tribunal doit ordonner la confiscation des boissons alcooliques saisies lorsque celles-ci sont impropres à la consommation humaine. ».

c. I-8.1, a.
173, ab.

156. L'article 173 de cette loi est abrogé.

LOI SUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES
INSTITUTIONS FINANCIÈRES

c. I-11.1, a.
8, mod.

157. L'article 8 de la Loi sur l'inspecteur général des institutions financières (L.R.Q., chapitre I-11.1) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Pouvoirs

« **8.** L'inspecteur général peut, pour vérifier l'application d'une loi dont il a l'administration, ou d'un règlement ou d'une règle adopté en vertu d'une telle loi, entrer, à toute heure raisonnable, dans un lieu où s'exercent des activités régies par une telle loi, interroger toute personne, exiger tout renseignement et examiner tout document ou pièce relatif à l'application d'une telle loi, d'un tel règlement ou d'une telle règle. ».

c. I-11.1, a.
9, mod.

158. L'article 9 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement de la première ligne du premier alinéa par ce qui suit:

Saisie de
documents

« **9.** Si, au cours d'une inspection, l'inspecteur général a des motifs raisonnables de croire »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

c. I-11.1, a.
9.1, aj.

159. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 9, du suivant:

Enquête

« **9.1** L'inspecteur général peut faire toute enquête afin de se rendre compte si un acte frauduleux ou une infraction à une loi dont il a l'administration ou à un règlement ou à une règle adopté en vertu d'une telle loi a été commis ou est sur le point de l'être. ».

c. I-11.1, aa.
13.1 et 13.2,
aj.

160. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13, des suivants:

Identifica-
tion

« **13.1** Sur demande, l'inspecteur général ou toute personne autorisée par lui à faire une inspection ou une enquête doit s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité.

Examen des
biens saisis

« **13.2** L'inspecteur général doit, sur demande, permettre l'examen de tout document, registre, livre, papier ou autre chose saisi par leur propriétaire ou par la personne qui les détenait lors de la saisie. ».

LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

c. I-14, a.
78, mod.

161. L'article 78 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) est modifié par la suppression, à la fin du deuxième alinéa, des mots «ou la charge de représentant du comité de parents».

c. I-14, a.
81, mod.

162. L'article 81 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Pardon

« Cette inhabilité cesse si la personne obtient un pardon pour cet acte. ».

c. I-14, a.
85.1, mod.

163. L'article 85.1 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

c. I-14, a.
167, ab.

164. L'article 167 de cette loi est abrogé.

c. I-14, a.
372, remp.

165. L'article 372 de cette loi est remplacé par le suivant:

Mandat de
saisie

« **372.** Cette saisie et cette vente sont faites en vertu d'un mandat préparé par le président de la commission scolaire et signé et décerné par le greffier de la Cour provinciale ou le protonotaire de la Cour supérieure, suivant le montant réclamé.

Certificat
d'exigibilité

Le greffier ou le protonotaire décerne le mandat sur production d'un certificat du président de la commission scolaire attestant l'exigibilité de la dette et le montant dû. ».

c. I-14, a.
373, mod.

166. L'article 373 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot «émettant» par le mot «préparant».

c. I-14, a.
375, mod.

167. L'article 375 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots «président de la commission scolaire» par les mots «greffier de la Cour provinciale, du protonotaire de la Cour supérieure».

c. I-14, a.
376, mod.

168. L'article 376 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Opposition à
fin
d'annuler

« Outre les motifs mentionnés à l'article 596 du Code de procédure civile, l'opposition à fin d'annuler peut être prise devant le tribunal compétent pour toute cause de nature à affecter la réclamation de la commission scolaire. ».

c. I-14, a.
476, ab.

169. L'article 476 de cette loi est abrogé.

c. I-14, a.
616, mod.

170. L'article 616 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, à la fin du paragraphe *b*, des mots « , à moins que la personne ait obtenu un pardon »;

2° par l'insertion, à la fin du paragraphe *c*, des mots « , à moins que la personne ait obtenu le pardon pour l'un ou l'autre de ces actes criminels ».

c. I-14,
formule 15
de l'annexe,
ab.

171. La formule 15, apparaissant à l'annexe de cette loi, est abrogée.

LOI D'INTERPRÉTATION

c. I-16, a.
58, mod.

172. L'article 58 de la Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16) est modifié par l'insertion, au début, de l'alinéa suivant:

Affirmation
solennelle

« **58.** L'expression du serment peut se faire au moyen de toute affirmation solennelle; toute formule de prestation de serment prévue par une loi ou un règlement est adaptée pour en permettre l'expression. ».

c. I-16, a.
61, mod.

173. L'article 61 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 26°.

LOI SUR LES JOURNAUX ET AUTRES PUBLICATIONS

c. J-1, a. 14,
ab.

174. L'article 14 de la Loi sur les journaux et autres publications (L.R.Q., chapitre J-1) est abrogé.

LOI SUR LA LIBERTÉ DES CULTES

c. L-2, a. 2,
ab.

175. L'article 2 de la Loi sur la liberté des cultes (L.R.Q., chapitre L-2) est abrogé.

c. L-2, a. 5,
mod.

176. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « et, sur le serment d'un des marguilliers, constable ou officier de la paix, ou d'un témoin digne de foi, déclarant que cette personne a causé du désordre, ou s'est conduite indécemment ou irrévérencieusement, ou s'est mal conduite en quelque autre manière

que ce soit, ou sur la confession du délinquant, le juge de paix doit » par les mots « le juge de paix peut ».

c. L-2, a. 6,
mod.

177. L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement des mots « et, sur le serment d'un des marguilliers, constable ou officier de la paix, ou d'un de plusieurs témoins dignes de foi, établissant que cette personne s'est amusée près de l'église ou a refusé, en la manière susdite, de se retirer ou d'entrer dans l'église, ou sur la confession du délinquant, le juge de paix doit » par les mots « le juge de paix peut ».

c. L-2, a. 8,
ab.

178. L'article 8 de cette loi est abrogé.

c. L-2, a.
11, ab.

179. L'article 11 de cette loi est abrogé.

c. L-2, a.
12, ab.

180. L'article 12 de cette loi est abrogé.

c. L-2, a.
13, ab.

181. L'article 13 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LES LOTERIES, LES COURSES, LES CONCOURS
PUBLICITAIRES ET LES APPAREILS D'AMUSEMENT

c. L-6, a.
13, remp.

182. L'article 13 de la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6) est remplacé par les suivants:

Décisions
motivées

« **13.** Les décisions de la Régie doivent être rendues par écrit et être motivées; elles font partie des archives de la Régie.

Révision ou
révocation

« **13.1** La Régie peut, de sa propre initiative ou sur demande de toute personne intéressée, réviser ou révoquer une décision qu'elle a rendue:

1° lorsqu'est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;

2° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider cette décision;

3° lorsque, partie au litige, le demandeur n'a pu, pour des raisons suffisantes, se faire entendre. ».

c. L-6, a.
46, mod.

183. L'article 46 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « titulaire », des mots « et qui prend une part active aux courses ».

c. L-6, a.
68, mod.

184. L'article 68 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Entrée

« **68.** Une personne autorisée par la Régie peut, pour y faire une vérification ou un examen, pénétrer à toute heure raisonnable dans un endroit où doivent être tenus des registres et des livres en vertu de la présente loi, des règlements ou des règles ou dans un endroit où sont exercées des activités pour lesquelles une licence est prescrite ou un enregistrement est requis par la présente loi, les règlements ou les règles. »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe c du deuxième alinéa, des mots « lui semble » par les mots « a des motifs raisonnables de croire »;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, la personne autorisée doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par la Régie, attestant sa qualité. ».

c. L-6, a.
73, remp.

185. L'article 73 de cette loi est remplacé par le suivant:

Perquisition
sans mandat

« **73.** En matière de course, une personne autorisée par écrit par la Régie ainsi qu'un agent de la paix que cette personne appelle à son aide peuvent en tout temps exercer sans mandat les pouvoirs conférés à l'article 72, si les conditions de délivrance du mandat sont remplies et que le délai pour son obtention, compte tenu de l'urgence de la situation, risque de mettre en danger la santé ou la sécurité des animaux ou d'entraîner la destruction, la disparition ou la perte d'un élément de preuve. ».

LOI SUR LES MINES

c. M-13, a.
337, mod.

186. L'article 337 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « en tout temps » par les mots « à toute heure raisonnable »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « privé ou public » par les mots « où s'exercent des activités régies par la présente loi ou les règlements pris pour son application »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, les personnes exerçant les pouvoirs prévus au premier alinéa doivent s'identifier et exhiber un certificat attestant leur qualité. ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATIONc. M-14, a.
14, remp.

187. L'article 14 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14) est remplacé par le suivant:

Inspection
de propriété

« **14.** Le fonctionnaire que le ministre autorise à cette fin peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans tout endroit où s'exerce une activité faisant l'objet de la présente loi ou de ses règlements et en faire l'inspection; à cette fin, il peut passer sur toute propriété privée, si les circonstances l'exigent, mais le propriétaire doit être indemnisé quand des dommages appréciables lui sont causés de ce fait.

Identifica-
tion

Sur demande, le fonctionnaire doit s'identifier et exhiber le certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES

c. M-22.1,
a. 15, mod.

188. L'article 15 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales (L.R.Q., chapitre M-22.1) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « visiter », des mots « , à toute heure raisonnable, ».

c. M-22.1,
a. 17, mod.

189. L'article 17 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « visitée, », des mots « s'identifier et ».

LOI SUR LE MINISTÈRE DE REVENU

c. M-31, a.
38, mod.

190. L'article 38 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31) est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *d* du deuxième alinéa, des mots « il lui semble » par les mots « elle a des motifs raisonnables de croire »;

2° par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, la personne ainsi autorisée doit s'identifier et exhiber le document, signé par le sous-ministre, attestant sa qualité. ».

c. M-31, a.
40 remp.

191. L'article 40 de cette loi est remplacé par les suivants:

Autorisation
de perquisi-
tionner

« **40.** Avec l'autorisation écrite d'un juge des sessions, qui peut être accordée sur demande *ex parte* à la suite d'une dénonciation faite sous serment, le ministre peut, pour toutes fins relatives à l'application d'une loi fiscale, autoriser par écrit tout fonctionnaire du ministère du

Revenu ou toute autre personne qu'il désigne à s'introduire et à perquisitionner, par la force au besoin, dans un édifice, réceptacle ou lieu pour y rechercher des documents, livres, registres, papiers ou autres choses pouvant servir de preuve d'une infraction à une loi fiscale ou à un règlement pris par le gouvernement pour son application, à saisir et emporter ces documents, livres, registres, papiers ou autres choses et à les garder jusqu'à ce qu'ils soient produits dans des procédures judiciaires; la personne ainsi autorisée par le ministre peut se faire assister par un agent de la paix.

Motifs de
dénonciation

La personne qui fait la dénonciation doit avoir des motifs raisonnables de croire que ladite infraction est ou a été commise et qu'il y a dans cet édifice, réceptacle ou lieu des documents, livres, registres, papiers ou autres choses pouvant servir de preuve de l'infraction.

Autorisation
de perquisi-
tionner

Le juge peut accorder son autorisation aux conditions qu'il indique, s'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de croire que telle infraction est ou a été commise et que de telles choses pouvant servir de preuve de l'infraction se trouvent dans l'édifice, réceptacle ou lieu.

Heures
permises

La perquisition ne peut être effectuée avant 7 heures ni après 20 heures, non plus qu'un jour non juridique, si ce n'est en vertu d'une autorisation écrite du juge qui l'a autorisée.

Saisie
d'objets

« **40.1** Le fonctionnaire ou la personne désigné qui s'introduit et perquisitionne conformément à l'article 40 peut saisir et emporter, outre ce qui y est prévu, les documents, livres, registres, papiers ou autres choses qu'il croit, pour des motifs raisonnables, constituer des éléments de preuve de la perpétration d'une infraction à une loi fiscale.

Transmis-
sion au juge

Cette personne doit, avec diligence raisonnable, apporter ces choses devant le juge qui a donné l'autorisation écrite prévue à l'article 40 ou, en cas d'absence de celui-ci, à un juge du même tribunal, ou lui en faire rapport.

Rétention

Le juge peut autoriser le ministre à retenir ces choses, pour fins d'enquête, jusqu'à ce qu'elles soient produites dans des procédures judiciaires s'il est convaincu qu'elles peuvent constituer la preuve d'une infraction à une loi fiscale et qu'elles ont été saisies conformément au présent article.

Remise

À défaut, le juge ordonne leur remise à la personne de qui elles ont été saisies ou à la personne qui y a légalement droit.

Examen de
documents

« **40.2** Le ministre doit, sur demande, permettre l'examen de tout document, livre, registre, papier ou autre chose saisis en vertu des

articles 40 ou 40.1 par la personne de qui ils ont été saisis ou par la personne qui y a légalement droit, ou lui en fournir copie à ses frais.

Frais Ces frais ne peuvent excéder le coût de la reproduction ou de la transmission des documents. ».

c. M-31, a.
71, mod. **192.** L'article 71 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, de « et sous réserve de l'article 64 de la Loi sur l'assurance-maladie (chapitre A-29) ».

LOI SUR LA MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES

c. M-35, a.
89, remp. **193.** L'article 89 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles (L.R.Q., chapitre M-35) est remplacé par le suivant:

Révision
d'une
décision « **89.** Tout intéressé peut demander à la Régie de réviser une décision qu'elle a rendue:

1° pour faire valoir un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;

2° lorsque, partie au litige, il n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, se faire entendre;

3° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider cette décision. ».

c. M-35,
intitulé,
remp. **194.** L'intitulé de la section XV de cette loi est remplacé par le suivant:

« ENQUÊTES ET INSPECTIONS ».

c. M-35, a.
95, mod. **195.** L'article 95 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, des mots « ou inspection ».

c. M-35, a.
96, mod. **196.** L'article 96 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « enquête ou à faire »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *b* du premier alinéa et après le mot « pénétrer », des mots « à toute heure raisonnable »;

3° par la suppression, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « à faire enquête ou ».

c. M-35, a.
97, remp. **197.** L'article 97 de cette loi est remplacé par le suivant:

Présomption « **97.** En l'absence de toute preuve contraire, la personne qui détient un produit agricole dans une quantité qui excède les besoins de sa propre consommation est présumée le destiner à la vente. ».

c. M-35, a. 98 mod. **198.** L'article 98 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « enquête », des mots « ou une inspection ».

c. M-35, a. 99, mod. **199.** L'article 99 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « enquête », des mots « ou à faire une inspection »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « enquête », des mots « ou à faire une inspection » et dans la deuxième ligne du même alinéa et après le mot « requise, », des mots « s'identifier et ».

c. M-35, a. 116.1, mod. **200.** L'article 116.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « le paragraphe 1 de l'article 33 de la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) ne s'applique pas et, ».

LOI SUR LA MUNICIPALISATION DE L'ÉLECTRICITÉ

c. M-38, a. 10, mod. **201.** L'article 10 de la Loi sur la municipalisation de l'électricité (L.R.Q., chapitre M-38) est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « entrer », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Identifica-
tion « Sur demande, les officiers exerçant les pouvoirs prévus au premier alinéa doivent s'identifier et exhiber un certificat, signé par une personne désignée par la corporation municipale, attestant leur qualité. ».

LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL

c. N-1.1, a. 54, mod. **202.** L'article 54 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1) est modifié par la suppression du paragraphe 1°.

c. N-1.1, a. 77, mod. **203.** L'article 77 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 1°.

LOI SUR LE NOTARIAT

c. N-2, a. 16, remp. **204.** L'article 16 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2) est remplacé par le suivant:

Démission par écrit « **16.** Tout notaire qui veut démissionner comme officier ou membre du Bureau ou d'un de ses comités doit le faire par écrit. Sa démission prend effet à la date convenue avec le Bureau ou le Comité administratif, selon le cas. ».

c. N-2, a. 160, remp. **205.** L'article 160 de cette loi est remplacé par le suivant:

Avis de démission « **160.** Tout notaire en exercice qui veut démissionner doit en aviser le Bureau. La démission prend effet à la date convenue entre le notaire et le Bureau. ».

c. N-2, a. 161, mod. **206.** L'article 161 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « est acceptée » par les mots « prend effet ».

LOI SUR L'OBSERVANCE DU DIMANCHE

c. O-1, ab. **207.** La Loi sur l'observance du dimanche (L.R.Q., chapitre O-1) est abrogée.

LOI SUR LES PERMIS D'ALCOOL

c. P-9.1, a. 36, mod. **208.** L'article 36 de la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., chapitre P-9.1) est modifié par l'insertion, dans la première ligne du second alinéa, après le mot « criminel », des mots « relié aux activités qu'elle peut exercer dans le cadre de l'exploitation de son permis et ».

c. P-9.1, a. 42, mod. **209.** L'article 42 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Délivrance du permis « Toutefois, la Régie ne peut refuser de délivrer le permis, si ce demandeur ou cette personne a obtenu un pardon à l'égard de cette infraction ou de cet acte criminel. ».

c. P-9.1, a. 69, ab. **210.** L'article 69 de cette loi est abrogé.

c. P-9.1, a. 114, mod. **211.** L'article 114 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 9°, du nombre « 69 » par le nombre « 68 ».

LOI DE POLICE

c. P-13, a.
3, mod.

212. L'article 3 de la Loi de police (L.R.Q., chapitre P-13) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe c du premier alinéa, des mots « n'avoir jamais » par les mots « ne pas avoir ».

c. P-13, a.
23, remp.

213. L'article 23 de cette loi est remplacé par le suivant:

Examen des
lieux et
saisie

« **23.** Aux fins d'une enquête visée à l'article 20, un membre de la Commission ou toute autre personne qu'elle désigne peut, si elle obtient une autorisation écrite d'un juge de paix qui n'est pas membre de la Commission, entrer dans le lieu indiqué dans l'autorisation pour y rechercher, en vue de l'examiner ou de la saisir, une chose qui peut servir les fins de l'enquête.

Autorisation

Le juge de paix peut accorder cette autorisation aux conditions qu'il y indique, s'il est convaincu, sur la foi d'une déclaration sous serment du membre de la Commission ou de la personne désignée par la Commission, qu'il existe un motif raisonnable de croire qu'une telle chose se trouve dans le lieu indiqué.

Heures
permises

Cette autorisation doit être exécutée entre 7 heures et 22 heures, à moins que le juge n'en autorise l'exécution à un autre moment. Elle doit être rapportée au juge qui l'a accordée, qu'elle ait été exécutée ou non, dans les 15 jours de sa délivrance.

Urgence

Toutefois, cette autorisation n'est pas requise si les conditions de sa délivrance sont remplies et si le délai pour l'obtenir, compte tenu de l'urgence de la situation, risque d'entraîner la disparition, la destruction ou la perte d'une chose qui peut servir les fins de l'enquête. ».

c. P-13, a.
24, mod.

214. L'article 24 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « l'exécution d'un mandat visé à » par les mots « l'exercice des pouvoirs conférés à »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « perquisitionner » par le mot « entrer »;

3° par le remplacement, dans les sixième et septième lignes, de « les objets, livres, écrits ou autres documents visés » par « une chose visée ».

c. P-13, a.
28, mod.

215. L'article 28 de cette loi est modifié par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

Assistance d'un avocat « Un témoin ainsi qu'une personne visée à l'article 29 ont droit d'être assistés ou représentés par un avocat. ».

c. P-13, a. 29, remp. **216.** L'article 29 de cette loi est remplacé par le suivant:

Demande d'audition « **29.** Une personne dont le nom ou les activités ont été mentionnés au cours d'une audience peut demander à témoigner à l'enquête ou à y faire entendre des témoins pour expliquer sa conduite ou rapporter un fait de nature à éclairer la Commission.

Nouveau témoignage Un témoin qui s'estime lésé à la suite de son témoignage à l'enquête peut demander à témoigner de nouveau et à faire entendre des témoins.

Interrogatoire Un témoin peut être interrogé par son avocat ou contre-interrogé par l'avocat d'une personne dont le nom ou les activités ont été mentionnés par ce témoin ou par son avocat. ».

c. P-13, a. 31, ab. **217.** L'article 31 de cette loi est abrogé.

c. P-13, a. 32.1, mod. **218.** L'article 32.1 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « pourvu que la production de cette déclaration ne prive pas une personne de son droit d'être entendue à ce sujet. ».

c. P-13, a. 32.3, mod. **219.** L'article 32.3 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « un témoignage recueilli lors d'une audition privée ou, ».

c. P-13, a. 44, remp. **220.** L'article 44 de cette loi est remplacé par le suivant:

Directeur général « **44.** Le gouvernement nomme le directeur général de la Sûreté et fixe son traitement.

Lieu de résidence Le directeur général doit résider dans la localité où sont situés les quartiers généraux de la Sûreté ou dans le voisinage immédiat de cette localité. ».

c. P-13, a. 49, mod. **221.** L'article 49 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

c. P-13, a. 53, ab. **222.** L'article 53 de cette loi est abrogé.

c. P-13, a. 54, mod. **223.** L'article 54 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « lorsqu'il a un motif raisonnable de croire que sa conduite est susceptible de compromettre l'exercice des devoirs de ses fonctions ».

LOI SUR LES POURSUITES SOMMAIRES

c. P-15, a.
9.1, aj. **224.** La Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) est modifiée par l'insertion, après l'article 9, du suivant:

Perquisition
sans mandat « **9.1** Une personne chargée de veiller à l'application d'une loi peut exercer sans mandat les pouvoirs conférés à l'article 8 de la présente loi, seulement si les conditions de délivrance du mandat sont remplies et si le délai pour l'obtenir, compte tenu de l'urgence de la situation, risque de mettre en danger notamment la santé des personnes ou la sécurité des personnes ou des biens ou d'entraîner la disparition, la destruction ou la perte d'un élément de preuve. ».

c. P-15, a.
10, mod. **225.** L'article 10 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: « Toutefois, lorsqu'une saisie est effectuée en vertu de l'article 9.1, le saisissant a la garde de la chose qu'il saisit jusqu'à ce qu'elle soit produite en preuve dans une poursuite ou qu'il en soit disposé conformément à la loi. ».

c. P-15, a.
11, mod. **226.** L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement de la première phrase du paragraphe 1 par la suivante:

Période de
détention « 1. Une chose saisie en vertu de l'article 8 ou de l'article 9.1 ne peut être détenue pour une période de plus de 90 jours, à moins qu'une plainte faisant suite à cette saisie n'ait été formulée avant l'expiration de cette période. ».

c. P-15, a.
12, mod. **227.** L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant:

Peines
distinctes « 5. Lorsqu'un défendeur est passible de peines distinctes suivant qu'il s'agisse d'une première contravention ou d'une contravention subséquente, la plainte ne doit contenir aucune mention indiquant pour quelle contravention on poursuit. ».

c. P-15, a.
29, mod. **228.** L'article 29 de cette loi est modifié par le remplacement, au deuxième alinéa, de ce qui suit: « , s'il le croit opportun » par « dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public ».

c. P-15, a.
46.1, aj. **229.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 46, du suivant:

Peine plus
forte « **46.1** Un prévenu qui s'avoue ou qui est reconnu coupable ne peut se voir imposer une peine plus forte en raison d'une condamnation antérieure, à moins que le poursuivant, avant l'enregistrement du

plaidoyer du prévenu, ne lui ait transmis un avis l'informant qu'une peine plus forte serait réclamée en raison de ce fait.

Condamna-
tion anté-
rieure

La preuve d'une condamnation antérieure et de la transmission de cet avis incombe au poursuivant et ne doit être apportée qu'après que le prévenu s'est avoué ou a été reconnu coupable. ».

c. P-15, a.
63.8, mod.

230. L'article 63.8 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « et *ex parte* »;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Avis
préalable

« Le percepateur doit, avant de présenter cette demande, donner avis au défendeur de la nature de la demande ainsi que du moment et du lieu où elle sera présentée. Toutefois, le juge de paix peut procéder à l'audition de cette demande contre le défendeur dans le cas où cet avis n'a pu être transmis à ce dernier en dépit des efforts raisonnables faits pour l'en aviser, si le percepateur démontre que le défendeur est introuvable ou se soustrait à la justice. ».

LOI SUR LA PRÉVENTION DES MALADIES DE LA POMME DE TERRE

c. P-23.1, a.
22, mod.

231. L'article 22 de la Loi sur la prévention des maladies de la pomme de terre (L.R.Q., chapitre P-23.1) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 1°, du mot « endroit » par les mots « établissement agricole, commercial ou industriel ».

c. P-23.1, a.
30, mod.

232. L'article 30 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, du mot « doit » par le mot « peut »;

2° par l'addition, à la fin du premier alinéa, de la phrase suivante: « Toutefois, le tribunal doit prononcer la confiscation des pommes de terre saisies lorsque celles-ci sont impropres à la consommation humaine. ».

c. P-23.1, a.
38, remp.

233. L'article 38 de cette loi est remplacé par le suivant:

Présomption

« **38.** Dans la poursuite d'une infraction à l'article 7, au paragraphe 2° de l'article 9, à l'article 10 ou 16, le producteur, le marchand, le transporteur ou le destinataire, selon le cas, qui était en possession

des pommes de terre ayant fait l'objet d'un avis prévu à l'article 5 ou 8 est présumé, en l'absence de toute preuve contraire, les avoir destinées à l'ensemencement. ».

LOI SUR LES PRODUCTEURS AGRICOLES

c. P-28, a.
41, mod.

234. L'article 41 de la Loi sur les producteurs agricoles (L.R.Q., chapitre P-28) est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne et après le mot « renseignement », du mot « pertinent ».

c. P-28, a.
43, mod.

235. L'article 43 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « et les enquêteurs » et par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « pénétrer », des mots « , à toute heure raisonnable, ».

c. P-28, a.
44, ab.

236. L'article 44 de cette loi est abrogé.

c. P-28, a.
45, mod.

237. L'article 45 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « ou un enquêteur » ;

2° par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « ou un enquêteur » ;

3° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « requis, », des mots « s'identifier et ».

c. P-28, a.
48, mod.

238. L'article 48 de cette loi est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, du paragraphe a.

LOI SUR LES PRODUITS AGRICOLES,
LES PRODUITS MARINS ET LES ALIMENTS

c. P-29, a.
5, remp.

239. L'article 5 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) est remplacé par le suivant :

Élimination
de produits
altérés

« **5.** L'exploitant d'un abattoir ou d'une conserverie, le fabricant, le préparateur, le conditionneur, le vendeur ou l'entrepouseur d'aliments, doit éliminer sur le champ tout produit impropre à la consommation humaine ou qui est altéré de manière à le rendre impropre à la consommation humaine.

Élimination
de matériel

Ces personnes doivent, de la même façon, éliminer tout matériel malpropre ou insalubre. ».

c. P-29, a.
33, remp.

Pouvoirs
des person-
nes autori-
sées

240. L'article 33 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **33.** La personne autorisée qui a des motifs raisonnables de croire que des produits ou d'autres objets auxquels s'applique la présente loi se trouvent dans un lieu où l'on prépare, conditionne, transforme, emballe, entrepose, débarque, met en vente ou vend un produit ou détient un produit en vue de la vente ou de la fourniture de services moyennant rémunération ainsi que dans un lieu où l'on fabrique, reproduit, détient ou utilise une estampille visée à l'article 6 peut, dans l'exercice de ses fonctions:

1° pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un tel lieu;

2° faire l'inspection dans ce lieu des locaux, de l'équipement et de tout produit ou autre objet auxquels s'applique la présente loi et prélever gratuitement des échantillons;

3° ordonner l'immobilisation de tout véhicule qui transporte un produit et en faire l'inspection;

4° prendre des photographies de ce produit, de cet objet, de ce local ou de cet équipement;

5° exiger la communication pour examen, reproduction ou établissement d'extraits, de tout livre, bordereau d'expédition, connaissance ou autre document ou dossier, si elle a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements relatifs à l'application de la présente loi ou de ses règlements;

6° employer tout dispositif technique approprié pour empêcher les opérations de tout détenteur de permis en dehors des horaires d'exploitation fixés conformément à l'article 34.

Saisie

« **33.1** La personne autorisée peut saisir tout produit ou tout autre objet auquel s'applique la présente loi, si elle a des motifs raisonnables de croire que ce produit ou cet objet a servi à commettre une infraction à la présente loi ou à ses règlements ou qu'une infraction a été commise à leur égard.

Garde

« **33.2** Le propriétaire ou le possesseur de la chose saisie doit en assurer la garde. Toutefois, la personne autorisée peut, si elle le juge à propos, placer cette chose dans un autre lieu pour fins de garde.

Disposition
des biens

La garde d'une chose saisie est maintenue jusqu'à ce qu'il en soit disposé conformément aux articles 33.3, 33.4, 33.5, 33.7, 33.8 ou 33.9,

ou en cas de poursuite, jusqu'à ce qu'un tribunal en ait disposé par jugement.

Remise au
propriétaire

« **33.3** La chose saisie doit être remise à son propriétaire ou au possesseur lorsque survient l'une ou l'autre des situations suivantes:

1° un délai de 90 jours s'est écoulé depuis la date de la saisie et aucune poursuite n'a été intentée;

2° la personne autorisée est d'avis, après vérification au cours de ce délai, qu'il n'y a pas eu infraction à la présente loi ou aux règlements ou que le propriétaire ou le possesseur de la chose saisie s'est conformé, depuis la saisie, aux dispositions de la loi ou des règlements.

Demande de
remise

« **33.4** Le propriétaire ou le possesseur de la chose saisie peut, à tout moment, demander à un juge de paix que cette chose lui soit remise.

Signification

Cette demande doit être signifiée au saisissant, ou si une poursuite est intentée, au poursuivant.

Préjudice

Le juge accueille cette demande, s'il est convaincu que le demandeur subira un préjudice sérieux ou irréparable si la rétention de la chose saisie se poursuit et que sa remise n'entravera pas le cours de la justice.

Confiscation

« **33.5** Toute chose saisie dont le propriétaire ou le possesseur est inconnu ou introuvable est confisquée 90 jours après la date de la saisie. Il en est ensuite disposé suivant les instructions du ministre.

Prolongation
du délai

« **33.6** Sur demande du saisissant, un juge de paix peut ordonner que la période de maintien sous saisie soit prolongé pour un maximum de 90 jours.

Confiscation

« **33.7** Le juge qui impose une pénalité pour une infraction à la présente loi ou à ses règlements peut, sur demande de l'une des parties, lorsqu'il y a saisie effectuée en vertu de l'article 33.1, prononcer la confiscation de la chose saisie.

Disposition

Le ministre prescrit la manière dont il est disposé de la chose confisquée en vertu du présent article.

Elimination
d'un produit
altéré

« **33.8** La personne autorisée qui a des motifs raisonnables de croire qu'un produit est impropre à la consommation humaine ou est altéré de manière à le rendre impropre à la consommation humaine peut exiger, qu'il y ait eu ou non saisie de ce produit, que le détenteur procède à son élimination en lui donnant avis à cet effet au moyen d'un procès-verbal qui lui est remis personnellement ou à son représentant ou préposé ou qui lui est envoyé sous pli recommandé à son adresse commerciale.

Surveillance Cette élimination doit être exécutée sous la surveillance de la personne autorisée.

Confiscation Tout produit impropre à la consommation humaine ou altéré de manière à le rendre impropre à la consommation humaine qui n'est pas éliminé conformément au présent article est confisqué par la personne autorisée pour qu'il soit éliminé aux frais du détenteur suivant les instructions du ministre.

Demande d'élimination « **33.9** La personne autorisée qui a des motifs raisonnables de croire qu'un produit est autrement non conforme à la présente loi ou à ses règlements peut demander à un juge ou à un tribunal d'ordonner, qu'il y ait eu ou non saisie de ce produit, que le détenteur procède à son élimination sous sa surveillance. ».

c. P-29, a. 36, mod. **241.** L'article 36 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « demande, » des mots « s'identifier et ».

c. P-29, a. 53, mod. **242.** L'article 53 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Preuve d'infraction « La preuve que l'infraction a été commise par une personne identifiée ou non, qui est à l'emploi d'un tel exploitant, constitue, en l'absence de toute preuve contraire, une preuve que l'infraction a eu lieu avec l'autorisation et sous la direction de celui-ci. ».

c. P-29, a. 54, remp. **243.** L'article 54 de cette loi est remplacé par le suivant :

Présomption « **54.** En l'absence de toute preuve contraire, la personne qui détient un produit dans une quantité qui excède les besoins de sa propre consommation est présumée destiner ce produit à la vente ou à la fourniture de services moyennant rémunération. ».

c. P-29, a. 55, remp. **244.** L'article 55 de cette loi est remplacé par le suivant :

Preuve de livraison au Québec « **55.** Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme interdisant le transport de produits en transit au Québec; toutefois, en l'absence de toute preuve contraire, le transport d'un produit, sans connaissance ou lettre de voiture indiquant les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire, constitue la preuve que ce produit doit être livré au Québec. ».

LOI SUR LA PROPRIÉTÉ DES BICYCLETTES

c. P-31, a. 4, remp. **245.** L'article 4 de la Loi sur la propriété des bicyclettes (L.R.Q., chapitre P-31) est remplacé par le suivant :

Inspection
par un
agent

« 4. Un agent de la paix peut, à toute heure raisonnable, entrer dans tout établissement où se fait le commerce ou l'emmagasiner de bicycles ou de bicyclettes usagés et le visiter afin d'y inspecter les bicycles et les bicyclettes. Il peut également exiger la production du registre prévu à l'article 3.

Obligation
au proprié-
taire

Le propriétaire ou toute personne en charge d'un tel établissement est alors tenu de permettre à l'agent de la paix d'exercer les pouvoirs visés au premier alinéa. ».

LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

c. P-34.1, a.
25, remp.

246. L'article 25 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1) est remplacé par le suivant :

Pouvoirs
des mem-
bres du
comité

« 25. Un membre du Comité ou toute personne à son emploi peut, s'il obtient l'autorisation écrite d'un juge de paix, pénétrer dans un lieu où il a un motif raisonnable de croire qu'il s'y trouve un enfant dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis et qu'il est nécessaire d'y pénétrer aux fins d'une enquête du Comité.

Autorisa-
tion
préalable

Un juge de paix peut accorder cette autorisation aux conditions qu'il y indique, s'il est convaincu, sur la foi d'une déclaration sous serment du membre du Comité ou de la personne à l'emploi du Comité, qu'il existe un motif raisonnable de croire qu'il s'y trouve un enfant dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis et qu'il est nécessaire d'y pénétrer aux fins d'une enquête. L'autorisation doit être rapportée au juge qui l'a accordée, qu'elle ait été exécutée ou non, dans les 15 jours de sa délivrance.

Urgence

Toutefois, cette autorisation n'est pas requise si les conditions de sa délivrance sont remplies et si le délai pour l'obtenir, compte tenu de l'urgence de la situation, risque de compromettre la sécurité d'un enfant. ».

c. P-34.1, a.
26, remp.

247. L'article 26 de cette loi est remplacé par le suivant :

Consultation
de dossiers

« 26. Malgré l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), un membre du Comité ou une personne à l'emploi du Comité peut, à toute heure raisonnable ou en tout temps dans les cas d'urgence, pénétrer dans un établissement afin de consulter sur place le dossier pertinent au cas d'un enfant et tirer des copies de ce dossier.

Transmission Sur demande, l'établissement doit transmettre au Comité une copie de ce dossier. ».

c. P-34.1, a. 26.1, aj. **248.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 26, du suivant:

Identification « **26.1** Une personne qui agit en vertu des articles 25 ou 26 doit, sur demande, s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité. ».

c. P-34.1, a. 35.1, remp., aa. 35.2 et 35.3, aj.

249. L'article 35.1 de cette loi est remplacé par les suivants:

Enquêtes « **35.1** Le directeur ou toute personne qui agit en vertu des articles 32 ou 33 peut enquêter sur toute matière relevant de la compétence du directeur.

Autorisation d'amener « **35.2** Sur demande d'une personne visée à l'article 35.1 ou d'un agent de la paix, un juge de paix peut autoriser par écrit le directeur, une personne qui agit en vertu des articles 32 ou 33 ou tout agent de la paix à rechercher et amener devant le directeur un enfant.

Conditions Le juge peut accorder cette autorisation, aux conditions qu'il y indique, s'il est convaincu, sur la foi d'une déclaration sous serment de la personne qui en fait la demande, que la situation de cet enfant est signalée ou qu'il existe un motif raisonnable de croire que la sécurité ou le développement de cet enfant est ou peut être considéré comme compromis et qu'il est nécessaire de le rechercher et de l'amener devant le directeur.

Rapport L'autorisation doit être rapportée au juge qui l'a accordée.

Autorisation d'amener « **35.3** Une personne visée à l'article 35.1 ou un agent de la paix peut, s'il obtient l'autorisation écrite d'un juge de paix, pénétrer dans un lieu afin de rechercher et d'amener devant le directeur un enfant, s'il a un motif raisonnable de croire que cet enfant s'y trouve et que sa situation est signalée ou que sa sécurité ou son développement est ou peut être considéré comme compromis.

Conditions Un juge de paix peut accorder cette autorisation, aux conditions qu'il y indique, s'il est convaincu, sur la foi d'une déclaration sous serment du directeur, de la personne qui agit en vertu des articles 32 ou 33 ou de l'agent de la paix, qu'il existe un motif raisonnable de croire qu'il s'y trouve un enfant dont la situation est signalée ou dont la sécurité ou le développement est ou peut être considéré comme compromis et qu'il est nécessaire d'y pénétrer afin de rechercher cet enfant et de l'amener devant le directeur. L'autorisation doit être rapportée au juge qui l'a accordée, qu'elle ait été exécutée ou non, dans les 15 jours de sa délivrance.

Urgence

Toutefois, cette autorisation n'est pas requise si les conditions de sa délivrance sont remplies et si le délai pour l'obtenir, compte tenu de l'urgence de la situation, risque de compromettre la sécurité d'un enfant. ».

c. P-34.1, a.
36, remp.

250. L'article 36 de cette loi est remplacé par le suivant :

Consultation
de dossiers

« **36.** Malgré l'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), lorsque le directeur retient le signalement de la situation d'un enfant victime d'abus sexuels ou soumis à des mauvais traitements physiques ou dont la santé physique est menacée par l'absence de soins appropriés, il peut, de même que toute personne qui agit en vertu des articles 32 ou 33, pénétrer, à toute heure raisonnable ou en tout temps dans les cas d'urgence, dans un établissement afin de consulter sur place le dossier constitué sur cet enfant et tirer des copies de ce dossier.

Transmis-
sion au
directeur

Sur demande, l'établissement doit transmettre au directeur une copie de ce dossier. ».

c. P-34.1, a.
36.1, aj.

251. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 36, du suivant :

Identifica-
tion

« **36.1** Sur demande, le directeur ou une personne qui agit en vertu des articles 32 ou 33 doit, lorsqu'il exerce les pouvoirs prévus aux articles 35.1, 35.2, 35.3 ou 36, s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité. ».

LOI SUR LA PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE

c. P-35, a.
12, mod.

252. L'article 12 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35) est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

Transport
de la per-
sonne

« Le juge peut en outre, s'il a des motifs raisonnables de croire que cette personne ne se soumettra pas à l'immunisation, à l'examen ou aux traitements ou que la protection de la santé publique le justifie, ordonner que cette personne soit transportée dans un établissement pour y être immunisée, examinée ou traitée, suivant le cas. ».

c. P-35, a.
15, ab.

253. L'article 15 de cette loi est abrogé.

c. P-35, inti-
tulé, remp.

254. L'intitulé de la section X de cette loi est remplacé par le suivant :

« INSPECTION ».

c. P-35, a.
65, mod.

255. L'article 65 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, des mots « enquêter sur toute matière de sa compétence ou de celle qu'il a déléguée à un conseil régional conformément à l'article 2 » par les mots « faire une inspection pour vérifier l'application de la présente loi et de ses règlements, y compris ceux adoptés par un conseil régional, le cas échéant, conformément à la délégation prévue par l'article 2 de la présente loi ».

c. P-35, a.
66, mod.

256. L'article 66 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « enquête » par le mot « inspection »;

2° par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « heure », du mot « raisonnable »;

3° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « pénétrer », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

4° par la suppression des troisième et quatrième alinéas.

c. P-35, a.
67, mod.

257. L'article 67 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « Un enquêteur a en tout temps accès » par les mots « Une personne autorisée à faire une inspection a accès, à toute heure raisonnable, »;

2° par le remplacement, dans la dernière ligne du premier alinéa, du mot « l'enquêteur » par les mots « la personne autorisée à faire une inspection »;

3° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « un enquêteur » par les mots « une personne autorisée à faire une inspection ».

c. P-35, a.
68, mod.

258. L'article 68 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « un enquêteur effectuant une enquête » par les mots « une personne effectuant une inspection »;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « le » par le mot « la »;

3° par le remplacement, dans la cinquième ligne, du mot « il » par le mot « elle ».

c. P-35, a.
68.1, aj.

259. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 68, du suivant :

Identifica-
tion

« **68.1** Sur demande, une personne exerçant les pouvoirs prévus aux articles 66 et 67 doit s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité. ».

LOI SUR LA PROTECTION DES PLANTES

c. P-39, a.
4, remp.

260. L'article 4 de la Loi sur la protection des plantes (L.R.Q., chapitre P-39) est remplacé par le suivant :

Droit
d'entrée

« **4.** L'entomologiste peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans tout jardin, verger, champ, serre, pépinière ou dans l'établissement d'un titulaire de permis délivré en vertu de l'article 18, s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des plantes auxquelles s'applique la présente loi.

Identifica-
tion

Sur demande, il doit s'identifier et exhiber une attestation, signée par le ministre, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

c. P-40.1, a.
306, remp.,
a. 306.1, aj.

261. L'article 306 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1) est remplacé par les suivants :

Inspection
autorisée

« **306.** Le président peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer, à toute heure raisonnable, dans l'établissement d'un commerçant, d'un manufacturier ou d'un publicitaire et en faire l'inspection, notamment faire l'examen des registres, livres, comptes, pièces justificatives et autres documents et celui des biens mis en vente ou vendus et le prélèvement d'échantillons aux fins d'expertise.

Identifica-
tion

Sur demande, le président doit s'identifier et exhiber un certificat attestant sa qualité.

Pouvoirs du
président

« **306.1** Le président peut, à l'occasion d'une enquête ou d'une inspection, exiger toute information relative à l'application d'une loi ou d'un règlement dont l'Office doit surveiller l'application.

Force
probante

Tout livre, registre ou autre document qui a fait l'objet d'un examen par le président ou qui a été produit devant lui peut être copié ou photographié et toute copie ou photocopie de ce livre, registre ou

document certifié par le président comme étant une copie ou une photographie de l'original, est admissible en preuve et a la même force probante que l'original. ».

c. P-40.1, a.
319, mod. **262.** L'article 319 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le chiffre « 306 », du chiffre « , 306.1 ».

c. P-40.1, a.
325, mod. **263.** L'article 325 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) à son avis, il existe des motifs raisonnables de croire que ce refus est nécessaire pour assurer, dans l'intérêt public, l'exercice honnête et compétent des activités commerciales visées par le présent chapitre; ».

c. P-40.1, a.
327, mod. **264.** L'article 327 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

« *a*) soit d'une infraction à une loi ou à un règlement dont l'Office doit surveiller l'application et pour laquelle il n'a pas obtenu le pardon; »;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) soit d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation seulement, ayant un lien avec l'emploi de commerçant et pour lequel il n'a pas obtenu le pardon. ».

c. P-40.1, a.
328, mod. **265.** L'article 328 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) soit d'un acte criminel punissable par voie de mise en accusation seulement et ayant un lien avec l'emploi de commerçant. ».

c. P-40.1, a.
329, mod. **266.** L'article 329 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

« *c*) ne peut assurer, dans l'intérêt public, l'exercice honnête et compétent de ses activités commerciales; ».

LOI SUR LA PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE

c. P-41.1, a.
18, mod. **267.** L'article 18 de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Révision

« **18.** La commission peut, sur demande de toute partie intéressée, réviser une décision ou une ordonnance :

1° lorsqu'est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision ou une ordonnance différente;

2° lorsque, partie au litige, le demandeur n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, se faire entendre;

3° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider cette décision ou cette ordonnance. ».

c. P-41.1, a.
18.4, remp.

268. L'article 18.4 de cette loi est remplacé par le suivant :

Audition

« **18.4** Avant de statuer sur une demande de révision, la commission doit donner aux personnes intéressées l'occasion de se faire entendre. ».

c. P-41.1, a.
19, mod.

269. L'article 19 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « à tout moment » par les mots « à toute heure raisonnable »;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

Accès aux documents

« Un enquêteur peut avoir accès aux livres, registres, comptes, dossiers ou autres documents relatifs à son enquête de tout propriétaire ou exploitant d'un lot assujetti à la présente loi et exiger la communication pour examen, reproduction ou établissement d'extraits. »;

3° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Identification

« Sur demande, un enquêteur doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par la commission, attestant sa qualité. ».

c. P-41.1, a.
44, mod.

270. L'article 44 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Audition

« **44.** Avant de rendre sa décision, la commission doit donner au demandeur et à tout intéressé l'occasion de se faire entendre. ».

c. P-41.1, a.
60, mod.

271. L'article 60 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Audition

« **60.** La commission doit donner au demandeur et à tout intéressé l'occasion de se faire entendre. ».

LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

c. Q-2, a.
25, mod.

272. L'article 25 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Signification
d'un préavis

« Le sous-ministre, avant de rendre une ordonnance, signifie au responsable de la source de contamination un préavis d'au moins 15 jours mentionnant les motifs qui paraissent justifier une ordonnance, la date projetée pour sa prise d'effet et la possibilité pour le responsable de faire ses représentations. L'avis est accompagné d'une copie de tout rapport d'analyse ou d'étude ou autre rapport technique considéré par le sous-ministre aux fins de l'ordonnance projetée. »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Ordonnance

« L'ordonnance doit contenir l'énoncé des motifs du sous-ministre. Elle prend effet à la date de sa signification au responsable de la source de contamination ou à toute date ultérieure indiquée dans l'ordonnance. ».

c. Q-2, a.
26, mod.

273. L'article 26 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de la première et de la deuxième ligne par ce qui suit:

Exception

« **26.** Toutefois, le sous-ministre peut, sans préavis mais pour une période d'au plus 30 jours, ordonner au responsable d'une source de contamination, de cesser ou ».

c. Q-2, a.
76, mod.

274. L'article 76 de cette loi est modifié par le remplacement de la première phrase par la suivante: « Toute municipalité est autorisée à faire effectuer toute enquête par ses officiers pour rechercher s'il se trouve dans un immeuble des nuisances ou des causes d'insalubrité. ».

c. Q-2, a.
76.1, aj.

275. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 76, du suivant:

Visite d'un
immeuble

« **76.1** Aux fins d'une enquête, l'officier peut entrer, à toute heure raisonnable, dans un immeuble et l'inspecter pour vérifier s'il s'y trouve des nuisances ou des causes d'insalubrité.

Identifica-
tion

Sur demande, l'officier doit s'identifier et exhiber le certificat, délivré par la municipalité, attestant sa qualité. ».

c. Q-2, a.
78, mod. **276.** L'article 78 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, des mots « visiter les lieux et ».

c. Q-2, a.
84, mod. **277.** L'article 84 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le nombre « 76 », de « , 76.1 ».

c. Q-2, a.
100, mod. **278.** L'article 100 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « d'un avocat » par les mots « ou représentée par un avocat ».

c. Q-2, a.
110.2, ab. **279.** L'article 110.2 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LA RECHERCHE DES CAUSES ET DES CIRCONSTANCES DES DÉCÈS

c. R-0.2, a.
49.1, aj. **280.** La Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2) est modifiée par l'insertion, après l'article 49, du suivant:

Saisie « **49.1** Le coroner peut pénétrer dans un lieu où il a des motifs raisonnables et probables de croire que s'y trouve un cadavre afin d'en prendre possession et, à cette occasion, inspecter ce lieu et y examiner ou y saisir tout objet ou document utile à l'exercice de ses fonctions. ».

c. R-0.2, a.
50, mod. **281.** L'article 50 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, de « ou la prise de possession d'un cadavre ».

c. R-0.2, a.
56, mod. **282.** L'article 56 de cette loi est modifié par l'insertion, au début, de ce qui suit: « Sous réserve des conditions déterminées par un juge de paix, conformément à l'article 72, ».

c. R-0.2, a.
59, mod. **283.** L'article 59 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de ce qui suit:

« 7° le cas échéant, la date de l'autorisation accordée par un juge de paix. ».

c. R-0.2, a.
65, mod. **284.** L'article 65 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne du premier alinéa, du nombre « 50 » par le nombre « 49.1 ».

c. R-0.2, a.
66, mod. **285.** L'article 66 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 1° du premier alinéa, de « l'on » par « elle ».

c. R-0.2, a.
68, mod. **286.** L'article 68 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du nombre « 50 » par le nombre « 49.1 ».

c. R-0.2, a.
69, mod.

287. L'article 69 de cette loi est modifié par l'insertion, au début, de ce qui suit: « Sous réserve des conditions déterminées par un juge de paix, conformément à l'article 72, ».

c. R-0.2, a.
72, remp.

288. L'article 72 de cette loi est remplacé par le suivant:

Autorisation
préalable

« **72.** Le coroner ou la personne autorisée en vertu des articles 49, 65 ou 68 peut pénétrer dans un lieu pour les fins visées aux articles 49, 49.1 ou 50, s'il obtient l'autorisation écrite d'un juge de paix.

Conditions

Le juge de paix peut accorder cette autorisation aux conditions qu'il y indique, s'il est convaincu, sur la foi d'une déclaration sous serment du coroner ou de la personne autorisée en vertu des articles 49, 65 ou 68, qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire que le fait de pénétrer en ce lieu est utile à l'exercice des fonctions du coroner. Cette autorisation doit être rapportée au juge qui l'a accordée, qu'elle ait été exécutée ou non, dans les 15 jours de sa délivrance.

Urgence

Toutefois, l'autorisation d'un juge de paix n'est pas requise pour pénétrer dans un lieu dans les 24 heures de la réception d'un avis donné conformément au chapitre II pour les fins visées à l'article 49.1. Elle n'est pas requise non plus si les conditions de délivrance de cette autorisation sont remplies et si le délai pour l'obtenir, compte tenu de l'urgence de la situation, risque de mettre en danger la santé des personnes ou la sécurité des personnes ou des biens ou d'entraîner la disparition, la destruction ou la perte de ce qui est utile à l'exercice des fonctions du coroner. ».

c. R-0.2, a.
162.1, aj.

289. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 162, du suivant:

Consultation
de docu-
ments

« **162.1** Malgré l'article 162, lorsque le coroner a transmis son rapport d'enquête, les assignations des témoins, ainsi que les documents mentionnés aux paragraphes 1° à 3° de l'article 161 sont publics et peuvent être consultés par toute personne. Toutefois, le coroner, s'il l'estime nécessaire à l'intérêt public ou à la protection de la vie privée d'une personne, de sa réputation ou de son droit à un procès juste et équitable, peut interdire leur publication ou leur diffusion. ».

LOI SUR LE RECOUVREMENT DE CERTAINES CRÉANCES

c. R-2.2, a.
11, mod.

290. L'article 11 de la Loi sur le recouvrement de certaines créances (L.R.Q., chapitre R-2.2) est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° s'il a des motifs raisonnables de croire que ce refus est nécessaire pour assurer, dans l'intérêt public, l'exercice honnête et compétent de l'activité d'agent de recouvrement;».

c. R-2.2, a.
12, mod.

291. L'article 12 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du paragraphe 1°, des mots «et pour laquelle il n'a pas obtenu le pardon»;

2° par le remplacement des paragraphes 2° et 3° par les suivants:

«2° d'un acte criminel ayant un lien avec l'activité d'agent de recouvrement et pour lequel il n'a pas obtenu le pardon; ou

«3° d'une infraction punissable sur déclaration sommaire de culpabilité en vertu de la partie VII ou en vertu des articles 381 ou 383 du Code criminel et pour laquelle il n'a pas obtenu le pardon.».

LOI SUR LA RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

c. R-6, a.
40, mod.

292. L'article 40 de la Loi sur la Régie de l'électricité et du gaz (L.R.Q., chapitre R-6) est modifié:

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe *a*, du mot «croit» par le mot «est»;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Identifica-
tion

«Sur demande, un enquêteur exerçant les pouvoirs prévus au premier alinéa doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par la Régie, attestant sa qualité.».

LOI SUR LA RÉGIE DU LOGEMENT

c. R-8.1, a.
30.1, mod.

293. L'article 30.1 de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., chapitre R-8.1) est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots «et pour un terme précisé à l'acte de nomination».

LOI SUR LE RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

c. R-9, a.
208, mod.

294. L'article 208 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot «chose» par le mot «communication».

LOI SUR LE RÉGIME DES EAUX

c. R-13, a.
84, remp.

295. L'article 84 de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., chapitre R-13) est remplacé par le suivant:

Droit
d'entrer sur
propriété

«**84.** Toute personne spécialement autorisée par un écrit du ministre de l'Environnement peut entrer et passer, à toute heure raisonnable, sur toute propriété où se trouve une construction ou un ouvrage visé à l'article 80, pour s'enquérir de tout fait relatif à cette construction, à cet ouvrage ainsi qu'à toute modification au régime des eaux qui résulte de l'existence d'une telle construction ou d'un tel ouvrage.

Identifica-
tion

Sur demande, toute personne exerçant les pouvoirs prévus au premier alinéa doit s'identifier et exhiber un certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LES RELATIONS DU TRAVAIL DANS
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTIONc. R-20, a.
57, mod.

296. L'article 57 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

c. R-20, a.
58, mod.

297. L'article 58 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

c. R-20, a.
81, mod.

298. L'article 81 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *e*, des mots « en tout temps » par les mots « à toute heure raisonnable »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *f*, des mots « en tout temps » par les mots « à toute heure raisonnable »;

3° par l'insertion, à la fin, de l'alinéa suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, toute personne autorisée par l'Office à exercer les pouvoirs prévus aux paragraphes *e* ou *f* doit s'identifier et exhiber le certificat, délivré par l'Office, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LES RÉSERVES ÉCOLOGIQUES

c. R-26, a.
13, mod.

299. L'article 13 de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26) est modifié par le remplacement des troisième et quatrième lignes du premier alinéa par « toute personne ainsi arrêtée

doit être promptement conduite devant un juge de paix pour fins de comparution. ».

LOI SUR LES SALAIRES D'OFFICIERS DE JUSTICE

c. S-2, a. 8,
mod.

300. L'article 8 de la Loi sur les salaires d'officiers de justice (L.R.Q., chapitre S-2) est modifié par la suppression, à la fin, de ce qui suit: «; si l'officier ne paie pas immédiatement la somme qu'il a l'ordre de payer, le juge peut le faire loger dans l'établissement de détention du district, où il doit être détenu jusqu'à parfait paiement ».

LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

c. S-2.1, a.
176.2, mod.

301. L'article 176.2 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1) est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Durée du
mandat

« Le président est nommé pour un terme précisé à l'acte de nomination. ».

c. S-2.1, a.
179, mod.

302. L'article 179 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « , et l'inspecter »;

2° par la suppression du quatrième alinéa.

LOI SUR LA SÉCURITÉ DANS LES SPORTS

c. S-3.1, a.
35, mod.

303. L'article 35 de la Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., chapitre S-3.1) est modifié par l'addition, à la fin, des mots « pour laquelle il n'a pas obtenu de pardon ».

LOI SUR LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET
PIÈGEURS CRIS BÉNÉFICIAIRES DE LA CONVENTION
DE LA BAIE JAMES ET DU NORD QUÉBÉCOIS

c. S-3.2, a.
29, mod.

304. L'article 29 de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2) est modifié par l'insertion, au début, de « Sous réserve de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), ».

LOI SUR LES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE

c. S-4.1, a.
35, mod.

305. L'article 35 de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1) est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « en tout temps » par les mots « dans l'exercice de ses pouvoirs ».

LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX

c. S-5, a. 7,
mod.

306. L'article 7 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) est modifié:

1° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, des mots « ou dans les autres cas prévus par la loi ou les règlements » par les mots « ou dans les cas où une loi ou un règlement prévoit que la communication est nécessaire à son application »;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots « accordée conformément aux critères établis à l'article 125 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1). ».

c. S-5, a. 8,
mod.

307. L'article 8 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Communica-
tion du
dossier

« Malgré le premier alinéa, les héritiers d'un bénéficiaire ne peuvent recevoir communication du dossier de ce bénéficiaire que pour assurer l'exercice de leurs droits à ce titre.

Communica-
tion du
dossier

De même, la personne ayant droit au paiement d'une prestation en vertu d'une police d'assurance sur la vie d'un bénéficiaire ne peut recevoir communication du dossier de ce bénéficiaire que pour établir ses droits à cette prestation. ».

c. S-5, a.
142, mod.

308. L'article 142 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « enquête » par les mots « une inspection ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

c. S-8, a.
20, remp.

309. L'article 20 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) est remplacé par le suivant:

Pouvoirs
des
membres

« **20.** Un membre de la Société ou toute personne qu'elle autorise à cette fin peut, pour vérifier l'application de la présente loi et de ses règlements:

1° entrer, à toute heure raisonnable, dans un immeuble d'une municipalité ou de toute personne qui demande ou reçoit une aide de la Société, sous forme de prêt ou autrement;

2° examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents qui comportent des renseignements relatifs à l'aide fournie par la Société;

3° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi de même que la production de tout document s'y rapportant.

Aide

Le membre de la Société, ou la personne autorisée par elle, peut exiger de tout propriétaire, locataire ou occupant de l'immeuble, l'aide nécessaire à l'exercice de leurs attributions. ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

c. S-13, a.
34, mod.

310. L'article 34 de la Loi sur la Société des alcools du Québec (L.R.Q., chapitre S-13) est modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots « enquêteurs délégués par le ministre peuvent » par les mots « autres personnes délégués par le ministre peuvent, à toute heure raisonnable, »;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, l'inspecteur et toute autre personne délégués par le ministre doivent s'identifier et exhiber le certificat, signé par ce dernier, attestant leur qualité. ».

c. S-13, a.
39, mod.

311. L'article 39 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes, des mots « un officier de police, un enquêteur ou un inspecteur dûment autorisé en vertu de la présente loi » par les mots « une personne autorisée en vertu de l'article 34 ou 40 ».

c. S-13, a.
40, mod.

312. L'article 40 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Restriction

« Toutefois, l'autorisation de faire des recherches ou des saisies ne permet pas d'entrer dans un lieu ni d'ouvrir ou faire ouvrir un réceptacle en vue de rechercher des éléments de preuve d'une infraction à une disposition de la présente loi ou des règlements, si ce n'est conformément à la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15). ».

c. S-13, a.
41, mod.

313. L'article 41 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « sans mandat » par les mots « dans l'exercice des pouvoirs qui y sont visés ».

c. S-13, a.
42, mod.

314. L'article 42 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, de « en vertu de l'article 41 ».

c. S-13, a.
47, mod.

315. L'article 47 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, des mots « en vertu de la présente loi ».

LOI CONCERNANT LA TAXE SUR LES CARBURANTS

c. T-1, a.
45.1, remp.

316. L'article 45.1 de la Loi concernant la taxe sur les carburants (L.R.Q., chapitre T-1) est remplacé par le suivant :

Participation
à l'infraction

« **45.1** Tout propriétaire ou locataire d'un véhicule automobile ou d'un moteur propulsif qui permet ou autorise la perpétration, à l'aide de ce véhicule ou de ce moteur, d'une infraction prévue au paragraphe *a* ou *b* de l'article 43.1 ou qui y acquiesce ou y participe, commet une infraction et est passible de la peine prévue à l'article 43.1. »

Preuve d'infraction

Dans une poursuite en vertu du premier alinéa, la preuve qu'une infraction prévue au paragraphe *a* ou *b* de l'article 43.1 a été commise par une personne à l'emploi de ce propriétaire ou de ce locataire constitue la preuve, en l'absence de toute preuve contraire, que cette personne a commis cette infraction avec l'autorisation ou l'assentiment de ce propriétaire ou de ce locataire. ».

c. T-1, a.
45.2, mod.

317. L'article 45.2 de cette loi est modifié par la suppression, dans les dixième et onzième lignes, de « , hors de tout doute, ».

LOI SUR LES TERRES PUBLIQUES AGRICOLES

c. T-9.1,
a. 20, mod.

318. L'article 20 de la Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Bref de
possession

« **20.** Sur preuve de la révocation et du fait que le locataire est injustement en possession de la terre, le juge peut, après s'être assuré du bien-fondé de la révocation, accorder un ordre lui enjoignant de délaisser la terre et d'en livrer possession au ministre. ».

LOI SUR LES TRANSPORTS

c. T-12, aa.
6 et 7, ab.

319. Les articles 6 et 7 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12) sont abrogés.

c. T-12, a.
17.2, remp.

320. L'article 17.2 de cette loi est remplacé par le suivant:

Révision

« **17.2** Tout intéressé peut demander à la Commission de réviser toute décision qu'elle a rendue et dont il n'a pas été interjeté appel à la Cour d'appel:

1° pour faire valoir un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente;

2° lorsque, partie au litige, il n'a pu, pour des raisons jugées suffisantes, se faire entendre;

3° lorsqu'un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider cette décision. ».

c. T-12, a.
17.3, mod.

321. L'article 17.3 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « permission » par le mot « révision ».

c. T-12, a.
17.8, mod.

322. L'article 17.8 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « Le président peut désigner » par les mots « Le ministre peut, après consultation du président, désigner, pour une période qu'il détermine, ».

c. T-12, a.
17.9, remp.

323. L'article 17.9 de cette loi est remplacé par le suivant:

Décision de
la Commis-
sion

« **17.9** Une décision rendue par une personne désignée par le ministre en vertu de l'article 17.8 est une décision de la Commission qui peut être révisée pour les mêmes motifs et de la même manière que toute autre décision. ».

c. T-12, a.
22, mod.

324. L'article 22 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

c. T-12,
intitulé,
remp.

325. L'intitulé de la section VI de cette loi est remplacé par le suivant:

« ENQUÊTES ET INSPECTIONS ».

c. T-12, aa.
49 à 49.5,
remp.

326. Les articles 49 à 49.5 de cette loi sont remplacés par les suivants:

Pouvoir
d'enquête

« **49.** Dans l'exercice de ses pouvoirs, la Commission, chacun de ses membres et toute personne désignée par le ministre en vertu de l'article 17.8 peuvent enquêter sur toute matière de la compétence de la Commission.

Immunité « **49.1** Aux fins de ces enquêtes, la Commission, chacun de ses membres et toute personne désignée par le ministre en vertu de l'article 17.8 sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf celui d'imposer l'emprisonnement.

Inspection « **49.2** Le ministre ou la Commission peut autoriser toute personne à agir comme inspecteur pour vérifier l'application de la présente loi et de ses règlements et de toute autre loi qui confère une juridiction à la Commission.

Pouvoir de l'inspecteur Toute personne ainsi autorisée, ainsi que tout membre de la Sûreté du Québec et tout fonctionnaire de la Sûreté du Québec désigné par le directeur général de la Sûreté du Québec pour l'application de la présente loi peut, dans l'exercice de ses fonctions:

1° pénétrer, à tout heure raisonnable, dans l'établissement d'un transporteur, d'un expéditeur ou d'un consignataire et en faire l'inspection;

2° examiner et tirer copie des livres, registres, comptes, dossiers et autres documents comportant des renseignements relatifs aux activités des personnes visées dans le paragraphe 1°;

3° exiger tout renseignement relatif à l'application des lois et des règlements visés dans le premier alinéa, ainsi que la production de tout document s'y rapportant.

Communication Toute personne qui a la garde, la possession ou le contrôle de ces livres, registres, comptes, dossiers et autres documents doit, sur demande, en donner communication à la personne qui fait l'inspection et lui en faciliter l'examen. ».

c. T-12, a. 50, mod. **327.** L'article 50 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « désignée, » des mots « d'une personne autorisée à agir comme inspecteur, ».

c. T-12, a. 50.1, mod. **328.** L'article 50.1 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « requise, » des mots « s'identifier et ».

LOI SUR LES TRAVAUX PUBLICS

c. T-15, a. 21, mod. **329.** L'article 21 de la Loi sur les travaux publics (L.R.Q., chapitre T-15) est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « nommer », des mots « , pour une période qu'il détermine, ».

c. T-15, a.
28, mod.

330. L'article 28 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

Trois
arbitres

« Dans tous les cas où les réclamations sont renvoyées aux trois arbitres, ils reçoivent les témoignages, entendent les parties et exercent tous les pouvoirs préliminaires ou incidents à l'audition et à la réception des témoignages. La sentence de la majorité est finale et sans appel. ».

c. T-15, a.
29, remp.

331. L'article 29 de cette loi est remplacé par le suivant :

Appel au
bureau
d'arbitrage

« **29.** Dans le cas où une réclamation a été renvoyée à un seul arbitre et que le réclamant n'est pas satisfait de la sentence arbitrale, celui-ci peut, par un avis écrit remis au secrétaire du bureau au plus tard un mois après qu'avis de la sentence arbitrale lui a été signifiée, en appeler au bureau d'arbitrage formé, pour la circonstance, des deux autres arbitres seulement. Le bureau doit entendre l'appelant et rendre la décision et prononcer la sentence qui lui paraissent justes. La décision ou la sentence est finale et sans appel. ».

LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

c. T-16, a.
32, mod.

332. L'article 32 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 4° du premier alinéa et après le nom « Trois-Rivières », des mots « ou dans le voisinage immédiat de cette ville » ;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 5° du premier alinéa et après le nom « Rouyn », des mots « ou dans le voisinage immédiat de ces villes » ;

3° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 7° du premier alinéa et après le nom « Hull », des mots « ou dans le voisinage immédiat de cette ville » ;

4° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 9° du premier alinéa et après le nom « Rivière-du-Loup », des mots « ou dans le voisinage immédiat de ces villes ».

c. T-16, a.
81, mod.

333. L'article 81 de cette loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

Lieu de
résidence

« Le juge en chef, le juge en chef associé et le juge en chef adjoint peuvent établir leur résidence dans le voisinage immédiat de la ville qui leur est respectivement assignée suivant le présent article. ».

c. T-16, a.
112, mod.

334. L'article 112 de cette loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

Lieu de
résidence

« Le juge en chef, le juge en chef associé et le juge en chef adjoint peuvent établir leur résidence dans le voisinage immédiat de la ville qui leur est respectivement assignée suivant le présent article. ».

c. T-16, a.
126, mod.

335. L'article 126 de cette loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

Lieu de
résidence

« Le juge en chef, le juge en chef associé et le juge en chef adjoint peuvent établir leur résidence dans le voisinage immédiat de la ville qui leur est respectivement assignée suivant le présent article. ».

c. T-16, a.
141, mod.

336. L'article 141 de cette loi est modifié par la suppression de la dernière phrase.

LOI SUR L'UTILISATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES

c. U-2, a. 5,
mod.

337. L'article 5 de la Loi sur l'utilisation des ressources forestières (L.R.Q., chapitre U-2) est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du troisième alinéa, du mot « doit » par le mot « peut ».

LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

c. V-1.1, a.
307, mod.

338. L'article 307 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

Révocation

« La délégation d'un pouvoir à un membre de son personnel ne peut être révoquée que pour un motif valable, après audition de l'intéressé. ».

c. V-1.1, a.
314, mod.

339. L'article 314 de cette loi est modifié par la suppression, dans la première ligne, de « , 245 et 246 ».

c. V-1.1, a.
321, mod.

340. L'article 321 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « , sauf dans le cas d'une erreur de droit ».

LOI SUR LES VILLAGES NORDIQUES ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK

c. V-6.1, a.
20, mod.

341. L'article 20 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1) est modifié :

1° par l'insertion, à la fin du paragraphe 6 du premier alinéa, des mots « , à moins que la personne ait obtenu un pardon »;

2° par l'insertion, à la fin du paragraphe 7 du premier alinéa, des mots « , à moins que la personne ait obtenu le pardon pour l'un ou l'autre de ces actes criminels »;

3° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Inhabilité « L'inhabilité à un poste de fonctionnaire ou d'employé prévue au paragraphe 6 ou 7 du premier alinéa n'existe que si l'infraction a un lien avec ce poste. ».

c. V-6.1, a. 42, mod. **342.** L'article 42 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Refus de comparaître « Toute personne qui néglige ou refuse de comparaître ou refuse de produire des documents ou d'être interrogée conformément au premier alinéa est passible, si elle est trouvée coupable par un tribunal ayant juridiction pour le recouvrement des pénalités édictées par les règlements du conseil, des peines prévues à l'article 145. ».

c. V-6.1, a. 184, mod. **343.** L'article 184 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « entrer », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

Identifica-tion « Sur demande, ces fonctionnaires doivent s'identifier et exhiber un certificat, délivré par la municipalité, attestant leur qualité. ».

c. V-6.1, a. 195, mod. **344.** L'article 195 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « entrer », des mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

Identifica-tion « Sur demande, ces fonctionnaires doivent s'identifier et exhiber un certificat, délivré par la corporation, attestant leur qualité. ».

LOI SUR LA VOIRIE

c. V-8, a. 17.2, mod. **345.** L'article 17.2 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., chapitre V-8) est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « en tout temps » par les mots « , à toute heure raisonnable, »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Identifica-
tion

« Sur demande, le représentant doit s'identifier et exhiber un certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité. ».

CODE CIVIL DU BAS-CANADA

C. c., a. 17,
mod.

346. L'article 17 du Code civil du Bas-Canada, modifié par l'article 1 du chapitre 38 des lois de 1893, l'article 1 du chapitre 50 des lois de 1896-1897, l'article 3 du chapitre 12 des lois de 1902, l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1934, l'article 1 du chapitre 67 des lois de 1945, l'article 2 du chapitre 19 des lois de 1947, l'article 1 du chapitre 80 des lois de 1966-1967, l'article 10 du chapitre 5 des lois de 1978, l'article 35 du chapitre 37 des lois de 1979 et l'article 1 du chapitre 46 des lois de 1984, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 15 par le suivant:

« 15. Le mot « serment » comprend l'affirmation solennelle. ».

C. c., a. 54,
mod.

347. L'article 54 de ce code, modifié par l'article 1 du chapitre 68 des lois de 1940 et l'article 5 du chapitre 39 des lois de 1980, est de nouveau modifié par la suppression de « , profession ».

C. c., a. 65,
mod.

348. L'article 65 de ce code, modifié par l'article 1 du chapitre 101 des lois de 1930-1931 et l'article 10 du chapitre 82 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

« 2. Les noms, prénoms et domicile des époux, les noms du père et de la mère, ou de l'époux précédent; ».

C. c., a. 67,
mod.

349. L'article 67 de ce code est modifié par le remplacement des mots « , qualité ou occupation du défunt » par les mots « du défunt et du lieu de son dernier domicile ».

C. c., a. 71,
mod.

350. L'article 71 de ce code, édicté par l'article 1 du chapitre 79 des lois de 1969, est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, des mots « , qualité ou occupation ».

CODE CIVIL DU QUÉBEC

C. c. Q., a.
414, mod.

351. L'article 414 du Code civil du Québec, édicté par l'article 1 du chapitre 39 des lois de 1980, est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, de « , profession ».

LOI SUR LES PÊCHERIES ET
L'AQUACULTURE COMMERCIALES ET MODIFIANT
D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES1984, c. 16,
a. 35, remp.

352. L'article 35 de la Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales et modifiant d'autres dispositions législatives (1984, chapitre 16) est remplacé par les suivants:

Mandat de
perquisition

« **35.** Tout inspecteur ou agent peut, s'il obtient un mandat décerné par un juge de paix, entrer et perquisitionner dans un lieu, y compris dans un véhicule, une embarcation, un bateau de pêche ou un aéronef, et ouvrir ou faire ouvrir un réceptacle, s'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'il s'y trouve des produits aquatiques obtenus ou détenus en contravention à la présente loi ou aux règlements, ou un autre bien qui a servi à commettre une infraction à la présente loi ou aux règlements.

Conditions

Un juge de paix peut décerner un mandat aux conditions qu'il y indique s'il est convaincu, sur la foi d'une déclaration sous serment de l'inspecteur ou de l'agent, qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire qu'une telle infraction est ou a été commise et que les produits ou autres biens visés au premier alinéa se trouvent dans le lieu ou réceptacle visé à cet alinéa.

Rapport

Ce mandat doit être rapporté au juge qui l'a décerné, qu'il ait été exécuté ou non, dans les 15 jours de sa délivrance.

Urgence

« **35.1** Tout inspecteur ou agent peut exercer sans mandat les pouvoirs qui lui sont conférés à l'article 35, si les conditions de délivrance du mandat sont remplies et si le délai pour l'obtenir, compte tenu de l'urgence de la situation, risque de mettre en danger la santé des personnes ou des animaux ou la sécurité des personnes, des animaux ou des biens ou d'entraîner la disparition, la destruction ou la perte d'un élément de preuve. ».

1984, c. 16,
a. 47, remp.

353. L'article 47 de cette loi est remplacé par le suivant:

Traitement
ou
destruction

« **47.** Tout inspecteur ou agent peut prescrire l'isolement, la mise en quarantaine, le traitement ou, avec l'autorisation du ministre, la destruction, dans le délai qu'il indique, de tout ou partie des produits d'un établissement piscicole, si ces produits sont malsains ou sont atteints d'une maladie contagieuse ou parasitaire déterminée par règlement.

Traitement
ou
destruction

Sur demande d'un inspecteur ou d'un agent, un juge de paix peut prescrire l'isolement, la mise en quarantaine, le traitement ou la destruction, dans le délai et aux conditions qu'il indique, de tout ou partie des produits d'un établissement piscicole, si l'exploitant ne se

conforme pas aux normes applicables à son établissement ou à ses activités ou aux conditions, restrictions ou interdictions de son permis ou s'il n'est pas titulaire d'un permis l'autorisant à faire cette production ou cet élevage. ».

LOI SUR LE CRÉDIT AQUACOLE

1984, c. 21,
a. 36, remp.

354. L'article 36 de la Loi sur le crédit aquacole (1984, chapitre 21) est remplacé par le suivant:

Inspection
des biens

« **36.** Un représentant ou un employé désigné par l'Office ou par le prêteur peut, à toute heure raisonnable ou en tout temps si les circonstances l'exigent pour la protection d'une créance ou des biens garantissant un prêt ou pour assurer le maintien en opération de l'exploitation de l'emprunteur, faire l'inspection des biens immobiliers ou mobiliers qui garantissent un prêt, entrer dans tout immeuble ou y passer et faire l'inspection et l'évaluation de cet immeuble et de tous autres biens immobiliers.

Enquête

Il peut, en outre, mener toute enquête qu'il juge nécessaire dans le cadre de l'application de la présente loi.

Identifica-
tion

Sur demande, le représentant ou l'employé désigné par l'Office ou par le prêteur doit s'identifier et exhiber un certificat, délivré par l'Office ou par le prêteur, selon le cas, attestant sa qualité. ».

LOI SUR LE BÂTIMENT

1985, c. 34,
a. 58, mod.

355. L'article 58 de la Loi sur le bâtiment (1985, chapitre 34) est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 8°, des mots « ou elle a été reconnue coupable ou s'est avouée coupable d'un tel acte criminel et en a obtenu le pardon; ».

1985, c. 34,
a. 60, mod.

356. L'article 60 de cette loi est modifié par l'insertion, à la fin du paragraphe 6°, du suivant:

« 6.1° elle-même ou l'un de ses dirigeants a été reconnu coupable ou s'est avoué coupable, dans les cinq ans précédant la demande, d'un acte criminel visé au paragraphe 6° et en a obtenu le pardon; ».

1985, c. 34,
a. 61, mod.

357. L'article 61 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 2° du premier alinéa, des mots « , à moins qu'elle en ait obtenu le pardon ».

Entrée en
vigueur

358. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, sauf l'article 303 qui entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 35 de la Loi sur la sécurité dans les sports, l'article 354, qui entrera en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de l'article 36 de la Loi sur le crédit aquacole et les articles 355, 356 et 357 qui entreront en vigueur, respectivement, à la date d'entrée en vigueur des articles 58, 60 et 61 de la Loi sur le bâtiment.